

*Un programme d'action
pour la période historique
que nous vivons*

PROGRAMME

D'ACTION

DU

PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

I ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Après une secousse sérieuse, conséquence directe de la crise politique ouverte en Mai 68, le capitalisme français a entamé, sur le plan économique un redressement certain.

Le capitalisme français et l'impérialisme

Le capitalisme français a abandonné la politique de « grandeur nationale » du gaullisme. Cet abandon s'est traduit par :

Une plus large pénétration des capitaux étrangers sur le marché français mais il faut noter que, de son côté le capitalisme français intervient sur les marchés étrangers, y compris le marché américain. Il faut justement parler d'interpénétration des capitaux internationaux en même temps que d'hégémonie de capitalisme américain.

L'impérialisme US, devant les difficultés croissantes qu'il rencontre, à l'extérieur, comme à l'intérieur, dans le développement de sa politique vis-à-vis du tiers monde, tend de plus en plus à accentuer le rôle d'impérialisme secondaire de certains pays.

A l'heure actuelle, le rôle de la France s'inscrit dans une telle politique par le développement de son influence dans les pays africains et sur le bassin méditerranéen (Espagne, Pays Arabes, Israël; Grèce). Abandonnant la politique de prestige de son prédécesseur, G. Pompidou et son gouvernement axent leur politique impérialiste sur des domaines économiques et militaires par la vente d'armes et la signature d'accords liant les pays intéressés à la France.

Le redressement intérieur

Sur le plan intérieur, c'est la même politique de « néo-libéralisation » de l'économie qui a permis une accélération très rapide du processus de concentration. La crise sociale de Mai 68 et le développement de la combativité ouvrière ont par ailleurs largement contribué à ce processus, car ils ont entraîné le choix délibéré par le capitalisme d'une politique de croissance régulière des salaires, fut-ce au prix d'une certaine tension inflationniste.

Cette politique n'est possible que si la croissance du pouvoir d'achat est compensée par une augmentation encore plus importante de la productivité, donc uniquement dans les entreprises susceptibles de se donner des moyens d'équipement avancés et de soutenir la concurrence sur le plan des prix : elle accélère donc le processus de liquidation des entreprises moyennes.

Cette analyse ne signifie nullement que le système capitaliste français a trouvé son point d'équilibre. Il y a un an, nous pouvions constater que la lutte entre le secteur avancé et le secteur retardataire (y compris avec des

Janvier 1971

perspectives de fascisation nationaliste) était équilibré. Aujourd'hui le secteur avancé a très largement gagné la partie. C'est sans doute à ce succès que l'on doit la course au pouvoir des « réformateurs » (que ce soit deux fers dans le même feu ou l'amorce d'un regroupement politique permettant de se débarrasser des forces les plus rétrogrades de la majorité).

Ce choix qui entraîne un certain démantèlement des structures planificatrices et d'encadrement mise en place dans la période 1945-1960, et renforcées durant la première phase du gaullisme, entraîne des conséquences considérables :

Autonomie de plus en plus marquée des grandes firmes par rapport à l'Etat, d'où difficultés de plus en plus grandes pour celui-ci d'orienter le développement économique et d'intégrer les objectifs sociaux. Mais ce même Etat reste l'atout majeur pour le capitalisme en ce qui concerne la riposte à la lutte ouvrière et populaire : avec ses contrats de progrès et sa répression, l'Etat reste la forteresse centrale du pouvoir bourgeois.

Priorité absolue au développement de la productivité et au développement des forces productives pour soutenir la concurrence internationale inter-firmes.

Le progrès technologique et scientifique (informatique, pétrochimie) dans le cadre de la concurrence monopoliste internationaliste provoque pour le capitalisme, la nécessité de se restructurer; il doit donc accumuler plus, ce qui entraîne la prolétarianisation de nouvelles couches par la déstructuration des secteurs pré-capitalistes et une augmentation de l'exploitation pour la classe ouvrière, de façon à dégager la plus-value nécessaire.

Concrètement, elle se traduit par l'augmentation de l'intensité du travail (cadences, temps de repos...) ce qui explique la montée des luttes partout en Europe. L'Italie, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, la Hollande, jusqu'aux Pays Scandinaves sont témoins d'explosions ouvrières de plus en plus fortes. Une des conséquences de la priorité définie plus haut est, sur le plan économique, l'accentuation de l'écart entre les régions développées et les régions sous-développées à l'intérieur de l'hexagone français. Les dernières sont vouées soit à un dépérissement, soit à une colonisation capitaliste (recherche de nouveaux profits pour le capitalisme national ou international, et ce avec la complicité de l'Etat dans le domaine du tourisme : dépossession de terres, expropriations, extinction des entreprises archaïques, faillite du petit commerce local, et ce avec une intoxication idéologique conséquente).

Afin de sortir du cycle infernal des crises, la bourgeoisie dépassant l'économie libérale, a procédé à la concentration du capital et se donne des moyens de plus en plus puissants de domination sociale :

Développement de la programmation et de la concertation entre les monopoles et l'Etat.

Renforcement de l'organisation des appareils de production et de décision.

Soumission de la consommation, des loisirs, de l'éducation, du cadre de vie, etc., aux intérêts économiques et idéologiques de la classe dominante.

Ainsi la lutte de classes ne se limite pas à la production, c'est la société tout entière, donc l'homme dans tous les aspects de sa vie, qui sont engagés dans un changement global, enjeu de luttes sociales elles-mêmes globales. Le champ de la lutte des classes s'élargit et englobe toutes les activités des travailleurs.

II ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE

On assiste, dans la situation actuelle, à une emprise croissante du capitalisme financier.

Equilibre politique instable

La contradiction interne fondamentale du capitalisme financier est la suivante : s'il peut par sa concentration installer son hégémonie économique, il ne peut, étant donné sa faible base sociale, installer son hégémonie politique. D'où la recherche d'alliances avec toutes les couches de la bourgeoisie et l'installation d'une forme particulière de l'Etat permettant l'élimination progressive des couches les plus rétrogrades et leur remplacement dans l'alliance politique par une partie du prolétariat.

On assiste ainsi aux phénomènes suivants :

Il est probable que nous sommes dans une phase marquée par un nouveau bond en avant du développement des forces productives.

Cette croissance des forces productives marque-t-elle un reflux des possibilités du mouvement révolutionnaire ? Bien au contraire ! Ce serait oublier que c'est précisément la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production qui développe la lutte des classes.

La croissance des forces productives, précédemment soulignée, entraîne comme principales conséquences sociales :

— Renforcement de la combativité ouvrière stimulé par la conscience de son rôle dans la production.

— Prolétarianisation directe ou indirecte de couches sociales relativement préservées jusqu'alors par le mode de production capitaliste (paysannerie-distribution).

— Subordination des équipements sociaux et collectifs à la capacité d'auto-financement des entreprises (fiscalité rapportée principalement par les salariés).

Depuis la chute du gaullisme et l'échec des solutions bonapartistes, les diverses fractions de la bourgeoisie tentent encore de trouver au niveau de l'appareil d'Etat, les moyens politiques de réaliser les compromis nécessaires à la définition d'une stratégie unifiée face au prolétariat : tentative pour créer un réseau de notables, formation de l'UDR, utilisation des mécanismes parlementaires, etc..

Mais le développement de l'accumulation et de la concentration monopoliste conduisent les couches représentatives du capital financier à rechercher dans une solution à la « suédoise » une nouvelle alliance de classe. A cette fin, la bourgeoisie monopoliste tente par des concessions économiques et l'offensive idéologique moderniste, de susciter une « aristocratie ouvrière », notamment dans les secteurs les plus avancés de la production et parmi les couches de techniciens, travailleurs intellectuels, cadres...

La mise en œuvre de cette politique se heurte au fait que sous le choc de la lutte des classes, l'état bourgeois apparaît de plus en plus clairement aux yeux des travailleurs comme l'instrument de domination d'une classe notamment dans sa politique de répression et de négociation avec la classe ouvrière.

La stratégie du capital

Pour dévier la combativité ouvrière, isoler du mouvement ouvrier les couches prolétariées issues de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, et donner un exutoire politique au mécontentement provoqué par l'insuffisance des équipements collectifs, le capitalisme français joue essentiellement sur deux cartes politiques.

Développer la politique de concertation permanente avec les syndicats (syndicats à participation conflictuelle), afin de planifier les luttes ouvrières, d'avoir une force organisée des travailleurs avec laquelle discuter et

s'entendre (contrats de progrès, commissions « paritaires » dès que se pose un problème, déclarations de Chaban Delmas et de Fontanet sur la « nécessité de renforcer les syndicats », etc.). Ce que ne pouvait réaliser le capitalisme atomistique et parcellaire, le capitalisme concentré peut se le permettre. La négociation directe patronat-syndicats tend d'ailleurs à se substituer (comme aux U.S.A. depuis longtemps) à l'intervention de l'Etat dans le domaine des relations de travail. Mais il est certain que le capitalisme lui-même donne des limites à cette concertation : elle ne peut porter que sur des revendications intégrables par une économie capitaliste en expansion : hausses des salaires et retraites par exemple, mais ne peut toucher à la productivité, c'est-à-dire au véritable processus de formation de la plus-value. Les organisations syndicales ont tendance, de par leur situation actuelle, à accepter de plus en plus cette intégration effective aux mécanismes de concertation (Grenelle à froid, etc.).

Pour tenir les revendications externes à l'entreprise (cadre de vie, etc.), la bourgeoisie favorise le développement d'une opposition légale, qu'elle souhaite monopolistique. Le renforcement du P.C.F., la liquidation des autres forces de l'opposition par l'intégration dans le système ou par la répression facilite cet équilibre de coexistence pacifique interne nécessaire pour contrôler les pulsions du mouvement de masse (P.C. jouant le rôle de la social-démocratie en Allemagne ou Grande-Bretagne).

III LA MONTEE DE LA COMBATIVITE OUVRIERE

Depuis mai 68, la combativité de la classe ouvrière semble accrue et renouvelée dans l'ensemble du continent européen. En outre, nous voyons entrer dans l'action, des paysans et des travailleurs salariés qui jusqu'à présent, ne s'étaient guère manifestés, employés des grands magasins (B.H.V., Galeries Lafayette, La Redoute), petits commerçants et artisans, etc..

Malgré les silences de l'information bourgeoise, nous savons que tous les jours, dans le pays, des travailleurs cessent le travail, souvent spontanément, s'opposant ainsi à la stratégie du « Grenelle à froid ».

Au delà de ces luttes ce qui est important, c'est le renouvellement du contenu de l'action et l'application d'une démocratie prolétarienne à la base.

Les mouvements les plus significatifs de ces 2 dernières années ont été déclenchés autour d'objectif de contrôle.

Ces mouvements de grève se détournent des actions de caractère défensif qui lui sont fixées par des centrales syndicales et ouvrent la voie à des formes de lutte tendant à s'attaquer directement à l'organisation de la production.

- Veto des travailleurs aux licenciements.
- Prises de contrôle sur le classement, la qualification, la garantie des ressources.
- Prises de contrôle sur les cadences, le rendement, la productivité.
- Prises de contrôle sur les fiches de travail, la cotation par poste, les grilles de salaires.
- Prises de contrôle sur les horaires, la formation professionnelle, etc.

Nous pouvons constater, dans cette orientation des luttes, une coupure de plus en plus nette entre : la stratégie syndicale au sommet, tendant à régulariser les relations sociales, ce qui permet finalement la réalisation des gains de productivité des secteurs capitalistes les plus avancés et certaines luttes menées à la base, y compris dans et avec les syndicats, fondées au contraire sur l'offensive permanente contre les gains de productivité réalisés au détriment des travailleurs et le refus de la stabilisation sociale.

De même, l'intervention des masses ouvrières sur l'ensemble des problèmes touchant à leur condition de vie à l'extérieur de l'entreprise (transports, logements, distribution, écoles, etc.), ne peuvent se figer dans le cadre électoral qu'entend lui donner l' « opposition légale ». Leurs formes d'organisation, fondées sur la concertation directe des usagers entre eux et leurs caractères ponctuels, impliquant une prise en charge directe par les masses des actions à mener, ne peuvent être « reportées » dans le temps des élections quadriennales.

Dans les luttes externes, également, la démocratie prolétarienne de masse, la rupture de la légalité bourgeoise, sont des principes que nous devons savoir appliquer.

Mais cette combativité ouvrière est largement dévoyée par le P.C.F. Le P.C.F. s'efforce d'orienter les luttes en fonction de sa perspective de démocratie avancée. Quelles que soient les diverses pratiques employées (système de la négociation permanente dans les mains de l'appareil, initiatives auprès des pouvoirs publics pour enfermer les discussions dans le cadre de la légalité bourgeoise et limiter les mouvements de solidarité interentreprises, dénonciation des militants révolutionnaires, etc.), les efforts actuels du P.C.F. et des organisations qui s'alignent sur ses directives aboutissent souvent à freiner et même à bloquer la montée de la combativité dans les entreprises et hors, des entreprises (à l'université notamment).

Cette ligne politique à laquelle sont affrontés en permanence les travailleurs en lutte est la marque de l'évolution stratégique irréversible du P.C.F. : elle doit être combattue en toute clarté. Certes en fonction de l'évolution de la politique de la bourgeoisie et de la combativité ouvrière, le P.C.F. peut être conduit à des attitudes tactiques différentes dans les luttes économiques ou politiques mais ceci ne saurait remettre en cause une orientation stratégique globale qui aboutit à ne plus donner aux luttes sociales l'objectif révolutionnaire de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Dans ces conditions la recherche d'un accord stratégique ou programmatique avec le P.C.F. est contradictoire avec la mise en œuvre d'une stratégie révolutionnaire. Quant aux accords tactiques ils doivent être subordonnés au développement des luttes sociales et anti-impérialistes allant dans le sens de notre programme d'action. Ceci signifie notamment qu'il serait illusoire d'assigner pour objectif à la politique de Front Unique d'amener le P.C.F. dans son ensemble sur nos positions stratégiques.

L'enjeu de cette politique est bien au contraire d'unir les masses sur des objectifs de lutte de classes, ce qui implique de porter devant les masses encore influencées par le P.C.F., le débat stratégique qui nous oppose à lui, en faisant concrètement la démonstration dans l'action que la perspective « Démocratie avancée » est une impasse.

A l'heure actuelle compte tenu de l'absence de possibilités immédiates de réaliser l'alliance électorale avec la social-démocratie traditionnelle, il s'agit pour le P.C.F. de tendre à une trêve sociale qui lui permette de jouer le rôle dominant dans l'opposition légale. Les initiatives d'un Jeanson ou d'un Mitterrand constituent pour leur part des essais pour restructurer un courant social démocrate face à l'effondrement du P.S. et à rendre à nouveau possible la stratégie « d'union des forces démocratiques » du P.C.F.

Une telle perspective risque réellement de trouver un large écho dans la classe ouvrière et d'orienter vers de fausses solutions la combativité ouvrière comme cela s'est notamment fait à l'égard des contrats de progrès. C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire d'offrir des perspectives révolutionnaires claires au mouvement ouvrier. Ce n'est pas une question abstraite, c'est bien la tâche de l'heure.

Le piétinement du mouvement révolutionnaire

Le trait dominant de la situation politique présente, c'est le fait que le courant socialiste et révolutionnaire ne pousse pas assez ses avantages, et pourtant la situation lui est objectivement favorable.

Si effectivement, nous ne poussons pas assez nos avantages, c'est que la clarification politique de nos positions n'a pas été menée jusqu'à son terme.

Et si la critique n'a de sens que si elle est accompagnée d'une autocritique sur notre parti, nous avons à dire que :

— sa composition sociale est déséquilibrée par le nombre de plus en plus nombreux de militants ouvriers dans ses rangs, et la quasi absence de ceux-ci dans ses instances dirigeantes;

— les formes d'organisation des débats internes du parti freinent l'expression des militants ouvriers : Leur longueur, leur absence de liens avec les situations et les luttes réellement vécues par les travailleurs, l'abus de la phraséologie inutile n'encouragent pas les militants ouvriers à participer à l'élaboration des décisions politiques du parti. L'absence d'un effort continu de formation politique des militants ouvriers aggrave encore les conséquences de ces pratiques.

C'est pour répondre à cette autocritique que ce programme a été élaboré d'abord par les assemblées ouvriers-paysans. Ces erreurs gênent le développement rapide des actions inspirées de l'axe de lutte stratégique du contrôle ouvrier, ainsi que la liaison de luttes dans les entreprises avec celles du cadre de vie.

Malgré une mutation des positions théoriques du parti qui précisent de mieux en mieux son orientation révolutionnaire, ses organisations locales ne sont pas encore totalement dégagées de l'héritage social-démocrate de gauche de la 1^{re} période du PSU. Il en subsiste certaines incohérences, entre notre stratégie et notre pratique.

Ainsi notre dernier Conseil national a porté sur :

- le contrôle ouvrier;
- le cadre de vie ;
- les municipales;
- la construction du parti révolutionnaire.

Pour nous, il ne s'agit pas de quatre problèmes différents à traiter l'un après l'autre, ni à dissocier les uns des autres :

Contrôle ouvrier aux bons soins du secteur entreprises ;

Cadre de vie et municipales aux bons soins des sections locales ;

Formation du parti révolutionnaire aux bons soins des états-majors.

Il avait été proposé l'idée d'une stratégie visant à attaquer le capitalisme dans la production en imposant le contrôle ouvrier, ce qui demeure la lutte principale, et simultanément hors de la production par la lutte des usagers et consommateurs sur le cadre de vie. Cette idée laisse subsister des questions sans réponse. Quelles sont les forces qui mènent l'ensemble de ces luttes et permettent leur convergence contre le même adversaire capitaliste ? Il doit être clair que ces deux types de lutte doivent exprimer l'intérêt et la volonté des travailleurs, organisés, dans un cas sur l'entreprise, dans l'autre sur leur lieu de résidence, car les victimes de l'exploitation dans l'entreprise et dans le cadre de vie sont les mêmes.

IV LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Le parti révolutionnaire devra se construire avant tout dans les entreprises. Il ne se confond ni ne s'oppose à la démocratie prolétarienne de masse que nous préconisons à travers le contrôle ouvrier. Il ne s'y oppose

pas, mais au contraire a pour tâche de la promouvoir, de l'imposer face aux réformistes et aux patrons. Il ne se confond pas avec elle car ce serait une erreur grossière de croire que les masses pourront spontanément d'elles-mêmes construire le Parti.

Il serait donc irresponsable de ne rien faire concrètement en vue de la construction d'un parti solide capable de faire avancer les idées du contrôle ouvrier, d'opérer une liaison entre les luttes et de leur donner une perspective politique. Ce qu'il faut par contre affirmer, c'est qu'il doit exister une dialectique féconde entre le parti et les masses — le parti n'a jamais raison contre les masses — mais celles-ci ne peuvent éviter l'émiettement des luttes et l'économisme le plus stérile sans un parti capable d'unifier leur combat en fonction d'une stratégie révolutionnaire globale.

Il n'y a donc pas de tâche plus urgente pour le PSU que de prendre des mesures immédiates en vue de la création du parti révolutionnaire.

Nous vivons depuis quelques mois des transformations sensibles dans le rapport des forces à l'intérieur de la gauche et de l'extrême-gauche, traduites d'un côté par l'impasse réformiste dans laquelle s'enferme de plus en plus le PCF, de l'autre par les progrès réels dans les possibilités d'expression autonome du courant socialiste-révolutionnaire.

Le courant révolutionnaire français progresse rapidement dans ses possibilités d'expression autonome. On constate que, dans bien des cas, le développement des actions militantes, sur des mots d'ordre clairs et mobilisateurs, doit-être porté à l'actif du courant révolutionnaire capable aujourd'hui non seulement d'imposer sa présence aux manifestations de la gauche traditionnelle (avec un rapport de forces favorable) mais encore de réaliser **de façon autonome** ses propres mobilisations quand les partis de gauche renoncent, pour une raison ou pour une autre, à la lutte organisée.

Cette évolution se marque aussi par l'apparition **d'organisation de masse** d'un type nouveau (comités d'usagers, secours rouge...). De telles organisations, nées de l'unité réalisée entre les forces révolutionnaires existantes, dépassent déjà en quantité et en qualité le simple regroupement de ces forces. Il y a donc bien dialectique constante entre pratique unitaire des groupes révolutionnaires et formation de mouvements de masse autonomes.

Malgré de grandes difficultés dans l'organisation interne de ces mouvements, il s'agit bien là d'une amorce de clarification politique, dans la pratique et dans la théorie, à l'intérieur de l'extrême-gauche (c'est pourquoi la présence militante du PSU y est essentielle). C'est sur ce terrain de l'organisation des masses que les lignes proposées s'affronteront et que les divergences entre révolutionnaires se décanteront. Cette clarification aujourd'hui amorcée, il nous faut la pousser à son terme, vers les regroupements indispensables qui ne peuvent être opérés par des fusions immédiates, masquant les divergences importantes qui divisent encore, pour l'instant, le courant révolutionnaire.

Des accords doivent également être recherchés au niveau national avec des groupes chaque fois que le PSU engage une campagne d'ampleur nationale (cadre de vie, répression, lutte anti-impérialiste, etc.).

Le PSU doit commencer un bilan honnête de la pratique des groupes dans les entreprises et de leurs prises concrètes de position sur les problèmes de l'heure (les pratiques de violence minoritaires des maoïstes qui ne sont pas toujours condamnables, les pratiques d'implantation de L.O., la politique de la Ligue vis-à-vis de la CGT).

Le PSU dans les entreprises comme partout ailleurs doit chercher la jonction dans l'action avec les autres groupes. Cette jonction doit se faire entreprise par entreprise, branche par branche chaque fois que cela est possible.

Le but recherché sera la confrontation des pratiques militantes et l'acquisition d'un potentiel militant plus étoffé pour animer les luttes.

Le processus engagé offre de plus en plus une alternative révolutionnaire à l'impasse réformiste du PCF, et pose en termes nouveaux l'attitude de forces importantes intervenant dans le champ de la lutte des classes.

V PROPOSITION D'UNE STRATEGIE GLOBALE

Pour les militants révolutionnaires, il s'agit de préparer les conditions de renversement du capitalisme, de l'instauration de l'hégémonie, du prolétariat et de la destruction de l'appareil d'état bourgeois.

Dans la période historique actuelle, la stratégie globale a pour contenu le contrôle ouvrier et pour forme la démocratie prolétarienne de masse.

Seules les masses sont capables d'arracher à la bourgeoisie le pouvoir d'Etat; le parti étant la base théorique et l'organisation des militants politiques qui doivent être « comme des poissons dans l'eau » dans les masses.

Le prolétariat reste donc objectivement la classe dont les intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de la bourgeoisie. Il est donc la base fondamentale du mouvement révolutionnaire. Mais seule, la classe ouvrière ne peut pas faire la Révolution. Il est donc obligatoire qu'elle définisse ses alliés dans le combat contre l'exploitation. De nombreuses couches sociales (paysans, employés, enseignants, étudiants, commerçants, etc.) par leur situation économique et idéologique sont des alliées potentiels de la classe ouvrière.

Nous avons vu précédemment comment l'ennemi de classe avait, lui-même, en réponse aux attaques de plus en plus violentes de la classe ouvrière, élargi le front des luttes. C'est donc la même stratégie que nous devons appliquer dans tous les domaines.

Le contenu concret du contrôle ouvrier

Notre vision doit être la possibilité qu'ont les travailleurs, équipe par équipe, atelier par atelier, secteur par secteur, de prendre eux-mêmes en charge l'organisation de leur travail. Cela rejoint finalement le problème général de la possibilité de développement d'une apparition autonome de la classe ouvrière, premier pas vers une authentique démocratie prolétarienne de masse.

L'axe principal de lutte est le contrôle ouvrier, à condition de le prendre dans sa dimension révolutionnaire :

Le contrôle ouvrier n'est ni la cogestion, ni l'instauration d'un pouvoir partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique.

Ce n'est pas non plus une « campagne », un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis.

Le contrôle ouvrier se place en dehors de la légalité bourgeoise, de toute institution : c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de forces qui permet de placer le patronat devant le fait accompli :

Le contrôle ouvrier repose sur les bases suivantes :

- Refus de toute participation et de toute intégration;
- Volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli;
- Rupture avec la légalité patronale et bourgeoise;
- Priorité accordée à l'initiative à la base;
- Démocratie prolétarienne de masse.

Contrôle ouvrier et démocratie prolétarienne de masse sont donc dialectiquement liés : là où il n'y a pas cette décision collective des travailleurs en lutte, il n'y a pas contrôle ouvrier.

La seule possibilité de prise de pouvoir dans une conjoncture économique élevée réside dans l'auto-organisation des masses et leur formation politique sur le tas : le processus révolutionnaire ne sera pas la réussite de quelque coup provenant d'une rupture d'équilibre entre diverses fractions de la bourgeoisie, mais d'une liaison organique permanente entre objectifs de lutte sociaux et objectifs politiques, création du Mouvement Socialiste Révolutionnaire à travers les luttes pour le contrôle, dans et par l'auto-organisation des travailleurs.

La question syndicale

L'objectif que nous nous fixons est l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière par le développement des luttes sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier :

Dans les centrales syndicales, les révolutionnaires, s'appuyant sur les mouvements ouvriers les plus avancés, s'opposent à la politique d'intégration du syndicalisme à la société bourgeoise. Contre la pratique des directions réformistes, ils proposent une orientation cohérente de lutte des classes;

— pour favoriser l'action directe des travailleurs et la prise des contrôles sur le tas contre les négociations au sommet;

— pour rompre la légalité patronale et bourgeoise au lieu de la respecter ;

— pour élargir les luttes au lieu de les cloisonner, et pour les lier à celles qui se mènent hors des entreprises;

— pour conduire les luttes par la démocratie à la base;

— pour combattre la sclérose bureaucratique et pour promouvoir les formes avancées d'organisations, comme celle des **délégués d'ateliers**.

Néanmoins, dans la période historique actuelle et compte tenu du rapport de force entre les classes et du poids de l'idéologie dominante au sein de la classe ouvrière, l'organisation syndicale n'est pas dépassée.

Les syndicats ouvriers représentent une forme permanente de coordination et d'organisation des luttes correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières. Car son autonomie ne se manifeste pas, de plus, de manière permanente.

Mais les nouvelles formes de luttes, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, qui tendent à se développer et qui préfigurent le contenu concret du contrôle ouvrier, amèneront à relever les contradictions entre ceux qui acceptent la démocratie prolétarienne de masse et ceux qui la refusent.

Il ne saurait être question de vouloir construire une nouvelle organisation syndicale (syndicat rouge) ni de noyauter tel ou tel syndicat.

Les syndicats sont actuellement le lieu d'une lutte idéologique intense, opposant à la stratégie officielle des centrales la possibilité concrète de développement d'une stratégie révolutionnaire fondée sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier.

Une des responsabilités des militants révolutionnaires est de contribuer par leur pratique militante intérieure et extérieure aux syndicats à porter ce débat devant l'ensemble des travailleurs.

C'est pourquoi il s'agit de renforcer systématiquement l'implantation du P.S.U. dans les entreprises et d'intervenir dans les organisations existantes contre les idéologies réformistes, pour imposer une pratique de démocratie prolétarienne, des assemblées générales du personnel qui ne soient pas

uniquement des assemblées d'information, mais des assemblées de décision collective. Mais, directement, le PSU se bat pour le durcissement des formes de lutte et pour proposer à la base nos objectifs de lutte anti-capitaliste.

Néanmoins, l'analyse est à mener cas par cas, en fonction de la situation concrète. Si aucune possibilité n'existe pour répondre à ces objectifs, le groupe politique devra prendre en main la préparation des luttes.

Conclusion

Le contrôle ouvrier, axe stratégique unificateur, permettra le harcèlement de la bourgeoisie dans tous les secteurs qu'elle s'est appropriés. Il faut donc profiter de toutes les luttes sectorielles qui peuvent se déclencher, dans le cadre de vie comme dans la production, pour favoriser la prise de conscience collective de l'exploitation capitaliste et la mise en oeuvre de la démocratie prolétarienne de masse qui décidera des formes nouvelles de lutte suivant l'axe stratégique du contrôle ouvrier.

*
* *

A. - Luttes ouvrières

L'organisation du travail est actuellement entièrement entre les mains du patronat — privé ou d'Etat — conçue par lui tout à la fois d'une façon scientifique, et suivant un organigramme de type militaire et se traduit précisément par ce qui fait l'objet des cibles de notre lutte : hiérarchie — productivité — discrimination dans l'entreprise. Ce même capitalisme secrète la division technique et sociale du travail, imposée à la classe ouvrière.

Cependant la cible principale reste l'appareil de commandement.

I — ACTION CONTRE L'ORGANISATION CAPITALISTE DU TRAVAIL

1° HIERARCHIE

Aspects immédiats

Ses manifestations les plus évidentes sont : celui qui a la blouse blanche et qui gueule dans l'atelier et les différences entre les feuilles de payes.

Elle traduit en fait à la fois l'arbitraire des patrons, la volonté de diviser la classe ouvrière et de maintenir la bureaucratie dans l'entreprise.

Rôle

Le capitalisme est conduit à multiplier les délégations successives de son pouvoir dans l'entreprise : dirigeants, cadres, maîtrises. Il y a un centre de décision dont dépend la hiérarchie.

C'est l'intérêt du capitalisme de faire cautionner sa politique par des technocrates, de donner un aspect technique à ses décisions, ce qui les fait apparaître apolitiques. Ces cadres servent de caution technique à des décisions visant au plus grand profit. Parmi les autres cadres, ceux qui exercent principalement une fonction d'autorité sont utilisés comme courroie de transmission du pouvoir capitaliste, de paravent ou d'instrument de l'exploitation capitaliste. Cependant, individuellement, ce personnel d'encadrement à la suite d'initiatives ouvrières, peut rejoindre le combat des travailleurs, tout en sachant les risques de répression patronale que cela implique pour eux. En revanche, les travailleurs hautement qualifiés tels que les ingénieurs et les chercheurs faussement assimilés aux cadres rejoignent plus directement le combat ouvrier. L'idéologie patronale va s'exprimer à travers des valeurs qui sont celles de « l'élite » dirigeante.

Bien entendu le mouvement ouvrier exprime aussi un certain nombre de mots que le patronat n'ignore pas et qu'il va s'essayer à détruire.

IDEOLOGIE BOURGEOISE

l'individu,
la paix sociale,
la hiérarchie,
le profit,
le rationnel,
« travaille et tais-toi »,
le chef,
la compétition,
l'apolitisme,
l'ordre,
la collaboration.

IDEOLOGIE OUVRIERE

les masses,
la lutte,
le conseil ouvrier,
la solidarité,
l'homme,
la contestation,
le délégué,
l'unité,
le socialisme,
la révolution,
la lutte des classes.

Enfin il y a nécessité pour la bourgeoisie de maintenir des inégalités salariales importantes pour :

- maintenir la hiérarchie,
- entretenir la division des travailleurs,
- implanter des syndicats qui sont à sa dévotion (syndicats jaunes),
- conserver l'arbitraire patronal,
- perpétuer le développement de la société capitaliste,
- faire jouer aux cadres le rôle de pilotes-consommateurs (par exemple en les utilisant comme argument publicitaire).

Objectifs

Avec la volonté d'imposer un statut unique du travailleur (du manoeuvre à l'ingénieur) il faut dès lors être net :

- refuser toute multiplication des échelons intermédiaires et de l'institutionnalisation des différences de salaires par leur création,
- exiger, notamment à travers des Assemblées générales du personnel une augmentation uniforme pour tous (en valeur absolue), sans se masquer qu'une telle revendication permet d'éclairer la ligne de partage de la lutte de classes, qui passe essentiellement à travers les entreprises,
- la fixation de la somme demandée ne doit pas avoir, comme seule base l'évolution du coût de la vie, mais tenir compte de celle des besoins réels, ressentis par les travailleurs et définis par eux-mêmes.

Ainsi 2 types de luttes à partir des salaires sont possibles :

- **les luttes liées à un « salaire-besoin »**, le même pour tout le monde, dépendant du pouvoir d'achat et qu'il faut réviser en fonction de l'augmentation du coût de la vie et de l'accession aux découvertes de la technique du plus grand nombre.

Ici le Mot d'ordre unifiant est « **l'augmentation unique des salaires et le contrôle sur les prix** ».

- **les luttes liées au « salaire-qualification »**, rémunération de l'acquis professionnel, de l'ancienneté, et qui est souvent escamoté par le patronat en particulier pour les jeunes titulaires d'un C.A.P.

Mais l'obstacle principal est la disparité des salaires, **pour la même qualification**, d'un atelier à l'autre, d'une usine à l'autre, d'une région à l'autre.

Le mot d'ordre est donc principalement : **la grille unique des salaires, c'est-à-dire : pour un même travail, à un même niveau, même salaire.**

2° PRODUCTIVITE

Présentée par les patrons comme une nécessité pour rester « compétitifs » et obéir aux fameuses lois du marché National et International imposée souvent comme un chantage à la garantie de l'emploi ressentie souvent comme une émulation justifiant la promotion et le passage dans l'aristocratie ouvrière, ou comme une sorte de devoir vis-à-vis d'une collectivité plus large (nationale pour les services publics).

Elle est en fait un instrument entre les mains du patronat pour :

- accentuer l'accumulation du capital (récupération des salaires et augmentation des profits) ;
- récupérer d'une main ce que l'on a donné de l'autre (réduction d'horaire) ;
- briser la combativité ouvrière (abrutissement, etc.).

Ceci étant, elle est un lieu privilégié de l'application de l'axe de lutte du contrôle ouvrier, l'endroit précis où est remise totalement en cause l'autorité patronale.

Elle doit être remise en cause et simultanément à tous les niveaux, de la simple équipe à l'ensemble de l'entreprise.

Bien sûr le contrôle sur les cadences, l'imposition unilatérale du temps de repos sur les chaînes, la suppression du boni sont les objectifs importants, mais lier salaires et productivité c'est tomber dans le piège patronal car il accorde toujours des miettes et récupère les augmentations très largement par ce moyen.

Par contre lier la productivité et les horaires paraît plus juste en particulier la **diminution automatique de la durée du travail à chaque innovation technique**, est un objectif précis répondant à cette question.

La Retraite

Pour les travailleurs usés par une vie passée dans les usines, le **droit à la retraite** a un écho profond.

Mais il faut lier l'âge de la retraite au type de travail qui a été accompli.

Il n'y a pas de raisons à fixer l'âge de la retraite au même niveau pour les mineurs, les travailleurs de la chimie vivant dans les vapeurs d'acide que pour les bureaucrates de toutes sortes.

Se battre contre l'organisation capitaliste du travail, c'est, se battre aussi branche par branche sur **l'avancement de l'âge de la retraite en fonction des conditions de travail, d'hygiène, et de sécurité.**

3° LES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES ET COLONISEES

Les régions sous-développées, excentrées, sont condamnées au dépérissement à petit feu, et à l'aggravation de leur sous-développement, à part quelques îlots utilisés pour une propagande masquant la réalité d'ensemble.

C'est la logique inéluctable d'un système capitaliste qui se développe et se concentre.

Ces régions sous-développées sont des colonies internes de la bourgeoisie française et européenne et de leur Etat avec deux caractéristiques importantes : le chômage et l'exode des jeunes travailleurs et des couches moyennes paupérisées (petits paysans, commerçants, artisans).

Ceci exige une analyse, un débat et une prise en charge de ce problème par l'ensemble du Parti.

Nous devons trouver pour les secteurs archaïques et les régions colonisées des applications originales et spécifiques du contrôle ouvrier; nous devons y développer des luttes de masse anti-capitalistes et anti-monopolistes.

En tout cas la lutte dans ces régions pour leur survie suppose la mobilisation de toutes les couches populaires et en 1^{er} lieu l'unité ouvrier-paysan.

II — DISCRIMINATION DANS L'ENTREPRISE

Arme privilégiée du patronat, elle lui sert pour :

Diviser la classe ouvrière en tentant d'opposer entre elles ses différentes couches et d'intégrer ce qu'il appelle lui-même « l'aristocratie ouvrière ». Briser la combativité ouvrière en favorisant le fractionnement catégoriel des revendications.

Faire agir au maximum le cadre oppressif et répressif du système capitaliste de la division du travail.

Si besoin est, le patronat dispose des sections syndicales jaunes comme instrument pour accroître son emprise sur les travailleurs.

Elle revêt dès lors plusieurs aspects et touche plus spécialement certaines catégories.

LES ASPECTS DE CETTE DISCRIMINATION

La politique salariale

Liée indissolublement à la conception de la hiérarchie, elle est de ce fait plus particulièrement étudiée dans un autre chapitre de cette synthèse. Insistons seulement ici sur le fait qu'elle se développe le plus souvent en :

- Multipliant les classifications intermédiaires et imposant les définitions de postes.
- Se réservant le droit d'attribuer des primes dites « personnalisées » (primes, bonis, chantage à l'absentéisme, à la baisse de productivité, à la promotion).
- Proposant aux organisations syndicales de reconnaître cet état de fait par le biais notamment des contrats dits « de progrès ».

La politique d'embauche

L'embauche est précédée d'une enquête de type policier (le recours à des agences privées est de plus en plus fréquent) où les activités syndicales et politiques auront le poids que l'on sait. On embauchera prioritairement des cadres politiquement et socialement sûrs, des ouvriers connus pour leurs idées conformistes, militaristes ou réactionnaires et on leur promettra une promotion rapide moyennant un complément de formation.

La sélection s'accompagne volontiers de critères d'apparences psychotechniques, voire simplement médicale, mais qui sont en fait les signes d'acceptation d'un système et d'une idéologie. En tout état de cause, elle renforcera alors la crédibilité d'une hiérarchie du savoir et des compétences.

L'information patronale

Depuis 68, on constate un investissement certain du patronat en temps et en argent pour étendre et diffuser l'idéologie capitaliste.

Face aux tracts syndicaux ou politiques, la direction oppose souvent la lettre individuelle ou la note d'information rapide, utilisant à plein la suprématie de ses moyens. Le but en est toujours de démontrer que la direction est soucieuse des intérêts de son personnel, qu'elle est « raisonnable » et que les porte-parole que se donne le personnel ne le sont pas.

La direction instaurera également un système de « conférences » baptisées « comités » ou même « conseil » (sic !), ouvertes à un certain niveau de la hiérarchie. Partant du principe que ce qui crée un « malaise » dans les catégories de l'encadrement, c'est la plus grande compétence des militants sur le plan social, juridique, économique et que cette situation crée un complexe d'infériorité dans la hiérarchie (opposé à sa vocation de domination), elle instituera des cours spéciaux ou enverra ses cadres à des « séminaires ».

La formation

Personnelle ou collective, intérieure à l'entreprise ou extérieure, déjà fortement hiérarchisée quand elle était baptisée « technique », mystificatrice quand, acceptée par les syndicats, elle se proclame « permanente », elle constitue en fait :

la reconnaissance du bien-fondé de la hiérarchie du savoir et des compétences.

Une certaine résignation des syndicats à la division capitaliste du travail.

Ayant comme objectif non dissimulé d'être « rentable », dans les plus brefs délais, pour l'entreprise, s'ouvrant aux travailleurs se situant à un certain niveau de la hiérarchie, elle prolonge finalement dans l'entreprise un enseignement bourgeois, véhicule de l'idéologie bourgeoise, contre lequel luttent nos camarades étudiants et enseignants. Elle accentue la mainmise du patronat sur l'enseignement et assure une intégration plus continue dans le système.

La formation professionnelle pour adultes, présentée comme « neutre » est en fait de plus en plus contrôlée, voire assurée par les employeurs (subventions patronales), ou confiée à des cours privés. Elle est assurée dès lors en critère de rentabilité. De plus son coût, souvent trop élevé, ne permet pas une reconversion ou un perfectionnement véritable.

Il faut dénoncer le fait que la formation professionnelle est faite par le patron, pour le patron, qu'elle s'adresse le plus souvent à des travailleurs ayant déjà un certain niveau hiérarchique, et de toute façon choisis par le patron. Ce contrôle patronal conduit dans certaines entreprises à empêcher toute possibilité de formation et, dans d'autres, elle constitue un chantage à la promotion.

Les travailleurs doivent imposer leur contrôle unilatéralement, sur la formation permanente, c'est-à-dire sur le contenu de l'enseignement et sur les professeurs chargés de l'enseigner, ils refusent le choix effectué par le patronat. Ils exigent que cette formation soit faite pendant le temps de travail.

Le logement dit de « fonction »

L'exemple le plus net de ce que peut être un besoin social confié au patronat : l'exemple du holding **Peugeot** à Sochaux qui a détourné le financement public H.L.M. vers des sociétés immobilières sous son contrôle qui gèrent logements familiaux, logements des jeunes travailleurs et travailleurs immigrés.

C'est un maillon supplémentaire à la chaîne qui lie le travailleur à l'employeur, notamment dans le cas de départ ou d'installation en province.

Il y a de plus l'interprétation « économique » que font un certain nombre de directions de l'emploi du 1 %; priorité donnée aux cadres venant de province, voire de l'étranger.

LES CATEGORIES LES PLUS SPECIALEMENT TOUCHEES

■ a) LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Volant de main-d'œuvre reconnu nécessaire par le capitalisme Européen, il est plus correct de les définir comme « fraction non-française » d'un

même prolétariat international. Ils sont donc engagés à part entière dans la lutte de classes en France. Le patronat se sert à ce niveau de 2 armes :

En liaison avec l'appareil répressif policier, il exerce une pression sur les T.I. (embauche frauduleuse, contrat de travail frelaté, comme l'a montré le scandale de Meulan), pour qu'ils ne rentrent pas dans la lutte de classe.

Utilisant les retombées de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, il entretient le racisme et le chauvinisme (même certains maires du P. C. disent : « nos administrés d'abord »).

SITUATION :

Quelques chiffres : selon les statistiques de l'O.N.I., ils seraient 3,5 M en FRANCE répartis selon le tableau suivant :

Italiens : 576 980 — Espagnols : 475 580 — Portugais : 347 500 — Yougoslaves : 520 000 — Algériens : 470 000 — Marocains : 123 800 — Tunisiens : 47 700, etc..

Ces chiffres seraient des plus flous. Ce prolétariat exploité représente 11 % de la population active, 30 % des lits d'hôpitaux, 45 % du taux de natalité en France.

CONDITIONS D'IMMIGRATION :

Ces travailleurs s'expatrient parce qu'ils ne trouvent pas de travail dans leur pays. Attirés par la propagande étrangère, par de la famille ou un ami dans le pays industrialisé, le travailleur immigré croit pouvoir toucher de hauts salaires et profiter du haut niveau de vie. Il emprunte et parfois mime hypothèque ses biens pour voyager.

De plus en plus il traverse la frontière en clandestin moderne : en touriste. Sans contrat de travail, rarement avec. Sans certificat ni contrôle. Arrivé en France, il se débrouillera et cherchera à faire légaliser, **régulariser sa situation**. Ces conditions d'immigration clandestine autorisent à tous les rackets possibles. **Si les conditions d'immigration sont le plus souvent clandestines, les conditions d'emplois sont le plus souvent frauduleuses.**

CONDITIONS DE TRAVAIL :

Ils sont employés dans des secteurs entiers de l'économie nationale (bâtiments, textiles, métallurgie), dans le bâtiment un ouvrier sur vingt est Français. « Les plus sales boulots », les emplois à horaires excessifs (dix, treize heures par jour) sont en priorité réservés aux travailleurs immigrés.

Sans droits politiques, ni droits de vote, en situation administrative et sociale souvent irrégulières, ils subissent les pressions familiales et sont en grande majorité analphabètes.

Les travailleurs immigrés subissent le chantage patronal et sont parfois rejetés par les autres travailleurs qui manifestent des tendances racistes ou xénophobes.

Et pourtant les T. I. ne sont pas des marginaux, ils occupent dans l'industrie des situations **d'importance stratégique décisive** dans la lutte.

CONDITIONS DE VIE :

A Paris, selon la C.G.T. le bâtiment emploie 220 000 ouvriers étrangers dont 12 000 seulement sont logés, Citroën n'en loge que 1500 sur les 15 000, Renault 400 sur 13 000. On commence par loger sur le chantier, puis on finit au bidonville ou dans des foyers entassés sans confort ni hygiène (voire cadre de vie). Isolés par la langue, les coutumes et un autre style de vie le T. I. l'est aussi par racisme soigneusement entretenu dans la

classe ouvrière française par la Bourgeoisie. Obtenons des garanties politiques et civiles pour les T. I. qui font partie de la classe ouvrière de France.

C'est par la lutte fraternelle contre l'exploitation éhontée que subissent leurs camarades immigrés, que les travailleurs français redécouvriront le sens de l'internationalisme prolétarien.

LIGNE DIRECTRICE DE NOTRE TRAVAIL POLITIQUE

Les militants politiques doivent se lier à eux, dans le but que ceux-ci s'organisent d'une façon autonome.

Il y a un travail de prise de conscience et de soutien :

ALPHABETISATION : c'est un besoin auquel on doit répondre. Elle doit être conçue comme un travail collectif :

— pas de contact individuel,

— briser le rapport maître-élève (en particulier se faire enseigner l'arabe par les « élèves ...),

— la direction politique de l'alphabétisation devant être assurée par les travailleurs immigrés eux-mêmes,

— prise en charge de l'alphabétisation par les travailleurs.

AIDE JURIDIQUE :

C'est la première étape vers l'organisation autonome des travailleurs immigrés.

L'ORGANISATION AUTONOME DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

a) C'est une organisation politique que les T. I. doivent se donner et que nous devons aider.

b) Dans l'alphabétisation les organisations politiques immigrées révolutionnaires déjà existantes dégageront de nouveaux cadres possibles immigrés avec notre aide, - ces organisations menant conjointement la lutte politique sur les conditions de leur pays et sur leur situation d'immigrés.

c) Ces cadres, une fois formés prendront en charge l'organisation autonome.

d) Cette organisation doit répondre aux besoins spécifiques des travailleurs (langue, culture, etc.) et peu à peu se substituer à nous-mêmes dans l'alphabétisation.

JONCTION AVEC LA CLASSE OUVRIERE AUTOCHTONE

C'est en luttant aux côtés du prolétariat français :

— que les immigrés apparaîtront comme une force.

— qu'ils participeront aux luttes offensives du prolétariat de France.

SUR QUELS MOTS D'ORDRE LUTTER?

Sur tous les mots d'ordre **unifiants** permettant la conjonction dans le combat.

Luttes contre la **discrimination** : salaires, embauche, qualification.

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL (avec grille et statuts uniques).

Ces mots d'ordre doivent correspondre aux besoins réels des travailleurs et être proposés par les travailleurs français et immigrés SOLIDAIRES.

Luttes contre les contradictions : lutte idéologique contre le racisme.

Le fait de rentrer dans les luttes faisant tomber un certain nombre de préventions.

La forme même de la lutte : assemblée d'atelier, assemblée d'usine. Démocratie ouvrière, **soulignant l'égalité complète de tous les travailleurs.**

Dans les foyers :

Le Fonds d'action sociale et les pouvoirs publics exigeront à ce moment-là une représentation gestionnaire « officielle ». Exiger alors que le Directeur soit sous le contrôle d'un comité de gestion représentatif des travailleurs. Susciter une vie politique dans les foyers : si les travailleurs prennent conscience de leur propre force dans les foyers lorsqu'ils s'organisent, cela permettra une prise de conscience au niveau du travail.

PROBLEMES DE LA SYNDICALISATION

L'« organisation politique autonome » n'est en rien une organisation syndicale autonome qui favoriserait l'isolement, élargirait la discrimination, escamoterait les problèmes de solidarité entre immigrés et français.

En outre l'autonomie dans les luttes entraîne une répression féroce : licenciement, expulsions, etc..

L'immigré étant avant tout un TRAVAILLEUR, il trouve dans **l'organisation de masse française** :

- une protection légale,
- une information,
- la solidarité.

Mais à l'intérieur du syndicat, le travailleur immigré peut rencontrer un certain nombre de problèmes sur lesquels nous avons à fournir une explication politique et à mener la lutte :

- le paternalisme avec des manifestations rappelant le colonialisme (attitude protectrice) et la lâcheté devant le chauvinisme;
- le racisme pur et simple, parfois;
- un certain zèle à l'assimilation (vouloir faire de force des T. 1. des « bons Français »);
- des pratiques hiérarchisées, non démocratiques;
- et surtout de l'indifférence. Des luttes n'ont pas été menées pour exiger, par exemple, une heure d'alphabétisation payée par le patronat.

— C'est dans la pratique, et en luttant pour ces objectifs, que nous prouverons dans LES FAITS notre attachement au mot d'ordre : « PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ».

■ b) LES FEMMES

Persuadé que « l'édification de la société socialiste commence lorsque la femme a obtenu sa complète égalité et que nous entreprenons des tâches nouvelles avec elle ». Nous décidons une étude approfondie afin que ce problème soit posé sérieusement au congrès.

Le travail politique auprès des femmes, essentiellement celles des milieux populaires, revêt tellement de caractéristiques particulières, qu'il est impératif pour le Parti de s'organiser afin d'engager résolument une action

visant à faciliter la prise de conscience par les femmes de leur double aliénation, en tant que travailleuses au foyer ou dans l'entreprise et en tant que femmes victimes d'une idéologie de soumission depuis des millénaires.

L'objectif étant : un statut de la travailleuse, non seulement dans l'entreprise, mais aussi dans le foyer.

Plusieurs modes d'organisations sont vraisemblablement possibles. Diverses expériences devront être tentées suivant les initiatives que l'imagination locale fera surgir. Néanmoins, il paraît possible de multiplier les groupes d' travail politiques s'adressant spécifiquement aux femmes à l'image de celui de Roubaix-Tourcoing. Ces groupes dont le noyau animateur sera indifféremment composé de militantes et de militants du Parti devront avoir pour objet :

- de politiser les femmes par l'intermédiaire de la lutte d'ensemble;
- d'intégrer le plus rapidement possible dans les structures du parti les femmes qui auront fait le cheminement politique nécessaire :
- à **l'extérieur du Parti** la liaison avec les femmes doit se faire à partir de 2 fronts de lutte prioritaires : entreprises et cadre de vie.
- à **l'intérieur du Parti**; mise au point des modalités pratiques (garderies, etc..) devant permettre aux femmes de participer pleinement aux activités du Parti ;
- organiser le débat sur les problèmes idéologiques de fond ;

— d'accroître le nombre de femmes capables de prendre des responsabilités à tous les échelons du parti;

— de poser aux sections les problèmes de la femme et de la lutte révolutionnaire et de son rôle dans une société socialiste.

Conscients de ne pas avoir fait jusqu'à présent ce qui était nécessaire pour intégrer réellement ses adhérentes et militantes dans le travail, le Conseil National propose que dans toutes les directions, à tous les niveaux, groupe, section, fédération, national, une participation importante de militantes soit impérative. Des modalités doivent prévoir des étapes, mais le principe doit rester et l'objectif être atteint.

Nous souhaitons que des journées d'étude sur ce problème se tiennent dans toutes les fédérations et provoquent une mobilisation à ce sujet, nous souhaitons que les assemblées ouvrières et paysans en préparation du congrès se saisissent de ce problème, nous demandons que la rubrique de TS sur le cadre de vie (quartiers, écoles, centres sociaux, transports, publicité, etc..) permette pour chaque cas concret une information, une analyse, un bilan politique qui donne à chaque militante et militant, des bases solides pour les luttes dans ce secteur où la femme subit plus directement l'oppression capitaliste. Cette rubrique serait le complément de celle qui existe pour les entreprises et permettrait de faire le lien entre luttes internes et luttes externes aux entreprises.

Nous demandons que TS ou le bulletin interne serve de support au débat.

■ c) LES JEUNES

La discrimination à leur égard prolonge dans l'entreprise, la discrimination existant à l'Ecole et dans l'enseignement en général, reprise par le patronat, le conduit à l'utilisation forcée :

- Des entreprises de prêt de main-d'œuvre (négriers).
- Du chômage parmi les jeunes travailleurs de C.A.P. et de diplômés.
- De la déportation de la main-d'œuvre vers les régions surindustrialisées se doublant de l'implantation d'entreprises marginales pratiquant des bas salaires (ex. : Pont-de-Buis, Finistère).

- De la sélection en faveur des jeunes issus des centres patronaux ou des travailleurs confirmés par plusieurs années de pratique, conduisant à la déqualification systématique de régions entières (Bretagne, Loire-Atlantique notamment).

Cette utilisation sert au patronat pour :

- Ajouter une division en favorisant le mythe du conflit des générations.
- Briser la combativité ouvrière en créant une masse flottante.

Elle se traduit de plus dès la fixation et l'évolution des salaires en fonction de l'âge (avant 18 ans, entre 18 et 20, après le service militaire). Le sentiment spontané de révolte des jeunes est ensuite récupérée par les possibilités d'amélioration automatique du niveau de vie, le caractère oppresseur et répressif des foyers de jeunes travailleurs, la fixation arbitraire des congés payés.

Face à ces différentes formes de discrimination, le mot d'ordre unifiant « à travail égal, salaire égal » peut y être repris aux conditions suivantes :

- Grille unique, discutée et acceptée par l'ensemble des travailleurs.
- Formation politique et technique organisée et contrôlée par les travailleurs et prise sur le temps de travail.
- Hiérarchie du savoir constamment remise en cause.

Il doit être repris dans un axe commun permettant de lutter aussi avec le secteur public (y compris les enseignants) pour **UN STATUT UNIQUE DES TRAVAILLEURS** avec en particulier la même garantie de l'emploi du manœuvre à l'ingénieur.

Mais cet axe de lutte sur les salaires et le statut n'a de sens que s'il est global, dépassant l'entreprise et situé sur un plan politique.

En particulier :

Toute action sur une grosse entreprise doit être unifiée avec les travailleurs des usines sous-traitantes.

CONCLUSIONS : Formes de luttes

Nous sommes en présence d'une tentative d'intégration des travailleurs à travers leurs organisations syndicales. L'évolution actuelle du capitalisme veut cette intégration pour le maintien de son système.

Elle se traduit par :

- Les contrats de progrès et conventions salariales (E.D.F.) (C.F.D.T. - F.O.), BERLIET (C.G.T.), S.N.C.F., qui entraînent la démobilisation des travailleurs et donnent des arguments supplémentaires à la répression patronale;
- la loi sur la participation imposée aux travailleurs par l'Etat et le Patronat ;
- actionnariat chez RENAULT ;
- tentative de caution de la gestion capitaliste à travers les comités d'entreprise ;
- l'accord sur la formation professionnelle constituée de la part des syndicats une acceptation de la division capitaliste du travail ;
- attitudes paternalistes dans certains secteurs peu évolués du capitalisme ;
- mainmise sur le cadre de vie des travailleurs par des entreprises et des sociétés (SOCHAUX, BATA, Moselle) ;
- emprunts pour le logement, pour les équipements ménagers, etc..

On constate également un changement de tactique du patronat qui devance l'action syndicale et paralyse l'action des structures de faux dialogues.

Les organisations syndicales se battent sur le terrain choisi par le capitalisme.

- la participation au VI^e Plan sans posséder de pouvoirs réels ;
- acceptation d'un cadre pré-établi par le patronat et le pouvoir au service de ce même patronat ;
- en voulant faire entendre la voix des travailleurs dans de telles commissions, les organisations syndicales risquent de créer des illusions et d'affaiblir leurs luttes ;
- l'Etat et le patronat ont besoin d'organismes structurés et de responsables désignés pour contrôler par l'intermédiaire des syndicats la classe ouvrière ;
- la structure syndicale est pratiquement à l'image des structures centralisées de l'Etat ;
- par le biais de différentes commissions et organismes, l'Etat capitaliste choisit son terrain ;
- les structures syndicales deviennent des structures de négociation et de discussion et non des organismes de lutte.

Pour nous les formes de lutte se situent très exactement dans l'axe du contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est ni la cogestion, ni l'instauration d'un pouvoir partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique. Ce n'est pas non plus une campagne ni un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis.

Le contrôle ouvrier se place en dehors de la légalité bourgeoise, de toute institution : c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de forces qui permet de placer le patronat (ou la direction) devant le fait accompli. Le contrôle ouvrier repose sur les bases suivantes :

- refus de toute participation, de toute intégration : pas de négociations qui ne soient appuyées par une lutte organisée des travailleurs ;
- volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli : briser les cadences, etc.
- rupture avec la légalité patronale ou bourgeoise; c'est-à-dire refus de toute discrimination (âge, formation, sexe, origines), remises en cause de la hiérarchie à tout moment et sous quelque forme que ce soit, déclenchement de grèves sans préavis ;
- priorité accordée à l'initiative à la base et démocratie prolétarienne de masse : c'est-à-dire, assemblées générales d'élaboration et de décision ;
- grèves actives, pendant lesquelles les travailleurs prennent en main leurs affaires ;
- débats et décisions à tout moment, équipe par équipe, atelier par atelier, entreprise par entreprise ;
- coordination des luttes à tous les niveaux (travailleurs et usagers branche par branche, au niveau national et au niveau international).

* *
*

B. - Agriculture

Le but de notre programme d'action pour le secteur agricole n'est pas de définir dans le détail le visage qu'aura l'agriculture quand les forces socialistes et révolutionnaires auront pris le pouvoir : cette démarche prophétique serait en contradiction avec la réalisation d'un véritable pouvoir émanant des travailleurs qui ne veulent pas d'une société figée, dont l'ensemble des structures seraient définies par avance et une fois pour toutes.

Par contre, nous pensons que le socialisme de demain se construit tous les jours : les actions révolutionnaires de masse doivent dès maintenant provoquer la prise de conscience politique des travailleurs en lutte et annoncer la société vers laquelle nous tendons. Le changement de pouvoir ne peut découler que du nouveau rapport de force réalisé sur le terrain par les travailleurs eux-mêmes.

Nous savons que cette présentation de programme d'action ne représente qu'une ébauche qui sera à nouveau soumise aux assemblées ouvriers-paysans ainsi qu'à l'ensemble des militants révolutionnaires. Bien des points restent encore à éclaircir (la lutte des salariés agricoles par exemple). Ces premières analyses émanant des travailleurs directement concernés auront à être complétées, corrigées, voire modifiées par tous ceux qui se trouvent, engagés dans la lutte anti-capitaliste.

I. — FONCIER

A. — La propriété privée du sol.

Dans le système actuel, seul le propriétaire exploitant dispose d'une certaine sécurité dans son travail. Le prix de cette sécurité représente, tant pour les jeunes que pour les fermiers condamnés à acheter leur outil de travail, une charge de plus en plus insupportable. Mais les nouvelles lois foncières et les projets de SAIF notamment représentent un renforcement du pouvoir des propriétaires et l'ouverture du marché foncier aux capitaux anonymes.

Lors d'une succession, dans l'impossibilité de partager une propriété déjà trop petite, les héritiers devront vendre et celui qui achète le plus souvent est le plus riche, qui en profite pour concentrer les terres. Si un héritier veut reprendre la ferme il devra indemniser ceux qui partent, s'engageant ainsi dans le cycle infernal des emprunts.

De son côté, le fermier, même s'il a un bail en bonne et due forme, n'est presque plus protégé par un statut du fermage, dénaturé par la jurisprudence et les modifications législatives récentes. Il est astreint à un loyer de plus en plus onéreux, les propriétaires voulant ajouter à la plus-value foncière une bonne rentabilité de leurs capitaux. Il dépend du bon vouloir du propriétaire pour s'équiper, se moderniser et même parfois pour emprunter quand il est obligé de lui demander sa caution. S'il investit sans autorisation, il est victime d'un vol légal puisque le propriétaire s'accapare purement et simplement l'amélioration foncière réalisée.

L'ensemble de la législation condamne la plupart des petits paysans à végéter sur des terrains trop exigus, mal aménagés. Il suffit alors d'une crise dans tel secteur de production ou d'une disposition- empêchant ces paysans d'accéder aux prêts du crédit agricole pour contraindre par la misère des milliers d'agriculteurs à partir chercher du travail dans l'industrie. Le

capitalisme dispose là d'un réservoir de main-d'œuvre qui lui permet d'exploiter plus durement la classe ouvrière en développant le chômage à son gré.

Le sol a et aura de plus en plus un usage autre qu'agricole : expansion urbaine ou industrielle, voies de circulation, terrains de loisirs, etc..

La spéculation effrénée dans ce secteur concerne les paysans : certains bénéficiant d'une rente de situation peuvent en tirer des super-profits, racheter des terres ailleurs contribuent ainsi à créer une augmentation générale des prix du sol.

Ce secteur représente un terrain de lutte commun aux ouvriers et aux paysans victimes les uns et les autres de ces spéculations ou de l'appropriation de l'espace au profit de quelques-uns. Les paysans bénéficiaires de ces opérations ne peuvent en aucun cas être ménagés, sous prétexte de corporatisme. Il faut toutefois reconnaître que dans la pratique, de sérieuses difficultés subsistent : un paysan doit-il vendre son lopin de terre sur la base par exemple de 5 000 F l'ha à un promoteur qui le rétrocédera à 100 000 l'ha? Chaque cas doit être examiné attentivement. Il reste que la solution de ce problème suppose une appropriation collective du sol, donc un changement de société. La propriété privée empêche par exemple toute lutte rationnelle contre les incendies de forêts. Elle ne permet aucun plan réel et efficace pour aménager l'environnement et rationaliser l'occupation du sol. Les luttes actuelles dans ce secteur peuvent donc être très significatives des avantages de la perspective socialiste.

B. — FORMES ET OBJECTIFS DES LUTTES

Les luttes sur le foncier sont souvent difficiles à populariser, surtout quand c'est un agriculteur qui cumule ou qui spéculé. Elles exigent d'être bien préparées et de n'être lancées que lorsqu'une partie importante de la population ressent la situation comme une injustice flagrante.

Toutefois, les actions de masse ne naissent pas toujours spontanément; les structures syndicales représentent souvent un relais indispensable pour impulser l'information et organiser l'action. Ces structures constituent aussi la plupart du temps des freins dans la mesure où à l'intérieur certains responsables liés au système tendent soit à régler les problèmes sans action de masse, soit à expliquer le cumul, la spéculation comme l'effet d'une mauvaise volonté d'un individu et non pas comme la conséquence d'un système général (ils disent : « luttons contre les abus pour que la propriété individuelle devienne supportable » 1). La présence des militants est tout à fait essentielle pour que ces luttes débouchent sur une prise de conscience politique surtout lorsqu'il s'agit d'action sortant de la légalité bourgeoise.

C'est là que nous retrouvons les actions de commandes qui peuvent aussi bien faire reculer l'adversaire, tout en provoquant des débats importants sur la nature de la légalité actuelle, que donner des armes à la bourgeoisie pour intimider la majorité des paysans. L'usage de la violence peut être utile si les conditions de son efficacité politique sont remplies. Employée systématiquement, présentée comme un objectif en soi sans préparation ni explications, elle peut aussi provoquer soit la réprobation du milieu, soit des prises de conscience de caractère fasciste.

Axes autour desquels les luttes peuvent s'ordonner :

- la terre, outil de travail contrôlé par les agriculteurs eux-mêmes;
- ce contrôle doit porter sur la destination du sol, sur son prix, le débat étant toujours pris en charge par ceux qui savent de quoi ils parlent, c'est-à-dire les travailleurs directement concernés;
- ce contrôle peut et doit s'étendre aux fermages, aussi bien dans le domaine de la répartition de ces terres que dans celui des prix ou du respect de la sécurité du fermier;

— contrôle des expropriations pour obtenir la réinstallation aux mêmes conditions et aux frais de l'organisme expropriant.

— Peut-on aller jusqu'à l'achat collectif, par des municipalités ou autres collectivités ? non, car en régime capitaliste, de telles solutions n'empêchent pas la spéculation comme le **prouve** l'usage qui est souvent fait des terrains communaux existant.

Jonction des luttes ouvriers-paysans sur le foncier

Le problème peut se poser en termes

A. — Contradictoires

Des ouvriers possèdent des terres qu'ils louent, ou encore exigent brutalement le paiement de leur part d'héritage. Parfois, ils exploitent une petite ferme à titre secondaire alors que des paysans à proximité ont besoin de s'agrandir pour vivre de leur métier.

Des agriculteurs situés autour des villes veulent tirer profit de leur position géographique pour spéculer sur les terres à bâtir, par exemple.

Les contradictions entre travailleurs ne peuvent être réglées d'un trait de plume. Chaque cas mérite d'être discuté, débattu par les ouvriers et paysans du secteur. Cet examen collectif est d'autant plus nécessaire que les « marchands de biens » n'hésitent pas, en jouant sur les réflexes individuels, à créer les divisions pour en profiter.

B. — Complémentaires

Tous les travailleurs sont concernés par l'utilisation du sol puisque la spéculation prend souvent naissance autour des villes pour gagner de proche en proche tout le territoire.

En réalité, c'est l'appropriation individuelle qui se trouve ainsi remise en cause. Elle permet de réserver au bénéfice de quelques-uns l'usage, non seulement de la terre, mais de tout ce qui constitue le « cadre de vie », forêt, chasse, pêche, camping, lieu de résidence, etc.. De leur côté, les paysans qui ne peuvent acheter le sol sont jetés sur le « marché du travail ».

Si finalement, ils acceptent d'acheter, parce qu'ils n'ont pas le choix, ils sont obligés de demander, légitimement, un prix plus élevé de leur produit, et c'est la collectivité qui en supporte les conséquences.

Il semble donc essentiel que dès maintenant, à la base, tous les travailleurs se sentent concernés par l'usage du sol, et qu'ils définissent eux-mêmes leur propre légalité. Sur cette base, ils pourront donner aux luttes de masses tout le sens politique qu'elles contiennent à l'état embryonnaire.

II. — LUTTE POUR LE REVENU

A l'heure actuelle, les organisations syndicales traditionnelles, C.N.J.A. compris, se battent contre la disparité entre les prix agricoles et les prix industriels. Leurs revendications se traduisent en terme de subvention aux produits (soutien des marchés par exemple) et d'augmentation uniforme des prix.

Nous n'avons rien à voir avec la pseudo-défense de l'ensemble des agriculteurs qui permet en fait, le maintien des surprofits de l'agriculture capitaliste.

La dénonciation dans un premier temps, de la répartition des subventions et de l'augmentation uniforme des prix, est un mot d'ordre unifiant rassemblant dans la lutte les paysans en voie de prolétarianisation et les paysans pauvres; mais il n'en demeure pas moins vrai que cela mobilise aussi les chefs d'entreprises agricoles qui veulent mener la lutte d'entrepreneur à entrepreneur pour mieux rentabiliser les capitaux qu'ils ont investis et en assurer la reproduction élargie.

Parce que les firmes agro-alimentaires dominent l'agriculteur à l'amont et à l'aval et imposent leurs prix, parce qu'elles transforment la condition paysanne en une condition proche de celle du prolétariat, il est nécessaire d'axer la lutte sur :

- les conditions de vie et de travail;
- le droit au travail;
- la rémunération du travail.

Pour matérialiser ces exigences il faut :

- revendiquer une rémunération différenciée, fondée sur un coût de revient tenant compte des régions et des structures de production.

En ce qui concerne les paysans intégrés aux firmes agro-alimentaires, les revendications tendant à la prise de conscience de l'état de prolétarianisation sont positives. Le mot d'ordre de revenu lié non à la propriété mais à la quantité de travail fourni favorise cette prise de conscience.

Il se complète naturellement par le refus d'assumer des charges financières de l'amortissement de l'outil de travail tant au niveau du foncier que de l'équipement.

- expliquer à la classe ouvrière que l'augmentation des prix agricoles profite surtout aux gros agrariens et aux firmes qui récupèrent les augmentations des prix alimentaires sur le dos des couches populaires. Il est possible ainsi de surmonter la contradiction secondaire qui peut opposer les ouvriers en tant que consommateurs aux paysans.

Ainsi définies ces luttes visent d'une part la politique agricole de soutien des prix d'autre part les firmes agro-alimentaires; cela nous oblige donc à poser le problème de la liaison ouvriers-paysans que nombre de luttes dans le secteur agricole mettent aujourd'hui à l'ordre du jour.

III. — ALLIANCE OUVRIERS-PAYSANS

Depuis quelques années nous constatons une combativité certaine tant ouvrière que paysanne mais nous nous trouvons en présence de luttes sectorielles en milieu ouvrier, de luttes corporatives au niveau paysan. Plusieurs conflits survenus ces derniers temps nous montrent que l'alliance ouvriers-paysans est la seule voie payante pour assurer la victoire des luttes de la classe ouvrière et des paysans travailleurs.

Quels sont les secteurs où la jonction peut se faire ?

Depuis 10 ans il y a eu des tentatives pour réaliser l'alliance ouvriers-paysans au niveau des appareils syndicaux (manifestation pour l'emploi en Bretagne); cette forme de l'alliance n'était guère crédible qu'au niveau des états-majors régionaux et départementaux; elle ne posait pas de problèmes de la jonction réelle des luttes ouvrières et paysannes :

Depuis Mai 68 un changement qualitatif est intervenu et nous devons en tirer les leçons :

- les manifestations populaires mobilisant les masses ouvrières et paysannes sont actuellement nécessaires et payantes pour lutter contre les fermetures d'usines (comme à Redon), contre la répression (Nantes).

— l'alliance ouvriers-paysans apporte aussi un soutien très efficace aux luttes internes à l'entreprise (grève de L.M.T. à Laval) : en plus de l'aide matérielle qu'elle fournit, elle montre aux ouvriers que les paysans ne sont pas tous des patrons.

— mais l'alliance doit se faire avant tout à partir du secteur agro-alimentaire, car là, paysans et ouvriers ont un ennemi commun qu'ils peuvent appréhender plus facilement que dans les autres secteurs.

Par exemple, le paysan qui travaille à la production de lait fait partie du même secteur d'activité que celui qui travaille en usine à la transformation

de cette matière en fromage. Le pouvoir de la bourgeoisie a toujours opposé ces différentes catégories de travailleurs pour se maintenir en place. Dans les coopératives, comme dans les entreprises privées, les luttes pour la défense du revenu des petits paysans ne pourront se faire indépendamment des travailleurs de la coopérative ou de la firme qui a le pouvoir de décision sur les uns et sur les autres : la priorité doit être donnée à l'unité des travailleurs.

La grève d'Entremont a montré que la voie de l'unité paysans-ouvriers avait une efficacité et un impact hors du commun, et qu'elle ne posait pas de gros problèmes dans le secteur privé.

Mais dans le secteur coopératif, en cas de grève, les paysans se déterminent en tant que patrons et non en tant que travailleurs, et paysans et ouvriers entrent en conflit.

Coopération et jonction ouvriers-paysans

Une nécessité se fait donc jour : analyser le problème coopératif pour que l'alliance ouvrière et paysanne ne soit pas fragile, et ne souffre pas de remise en cause, mais, que, au contraire, elle soit conçue comme réelle et durable.

La coopérative étant une structure, un instrument et un outil, économique, mise en place par le paysan lui-même, elle doit être analysée sans complaisance si le paysan ne veut pas tomber dans le piège sentimental de l'outil l'outil forgé à la sueur de son front :

- il est incontestable que le pouvoir y a complètement échappé à l'agriculteur, et qu'il est passé entre les mains de cadres administratifs grassement rémunérés;

— la structure a également complètement échappé à l'idéal coopératif, pour s'intégrer au système capitaliste, cela en raison des emprunts effectués auprès des banques, et de l'exigence de tenir compte des conditions du marché;

— cette intégration de plus en plus rapide rejette dans la prolétarianisation et la paupérisation un nombre de plus en plus important d'agriculteurs : en fait, l'intégration de plus en plus complète leur fait faire le choix de la lutte de classes.

Ce choix de classe a été fait par un certain nombre de paysans, de façon objective, mais il est évident qu'il existe à un niveau inconscient chez beaucoup de petits et moyens paysans. Il n'en faut pour preuve que le nombre de luttes qui viennent de se dérouler pour l'augmentation du prix du lait : luttes menées et animées par ces petits et moyens paysans qui se battent pour des augmentations de salaires, et qui, tout naturellement, ont été amenés à adopter les mêmes moyens de lutte que les salariés.

C'est à ce stade que le piège coopératif enserre le plus fortement ces petits et moyens paysans qui veulent le briser. Certains paysans, et même les plus progressistes estiment que la revendication syndicale est inutile à ce stade; il est nécessaire de militer et de travailler à l'intérieur de la coopérative, si l'on veut faire changer le cours des choses, et surtout pour se préparer à la gestion socialiste, y faire en quelque sorte l'apprentissage de la gestion.

Faire cette démarche ne résoud pas pour autant les problèmes des salariés ouvriers de la coopérative. Il faut nécessairement, dans cette hypothèse, en faire des associés coopérateurs qui ne pourront qu'y investir leur force de travail, c'est-à-dire, intégrer d'autres travailleurs démunis qui ne pourront plus ni revendiquer, ni contester.

Et puis, cette démarche implique également que le paysan fasse l'apprentissage de la gestion socialiste, en collaboration avec le capitalisme agraire, les banques, qu'il fasse donc l'apprentissage de l'autogestion et du « contrôle paysan », dans un véritable climat de collaboration de classes.

L'apprentissage de la gestion socialiste ne peut se faire que dans un contexte de lutte de classes c'est-à-dire en se situant en face de la coopération en créant dans les luttes des structures non intégrées. Les paysans doivent donc s'organiser face à leur coopérative en sections d'entreprises, faisant apparaître ainsi le clivage entre les agriculteurs prolétariés et ceux qui se sentent une vocation de patrons et de chefs d'entreprise.

Les clivages de classe qui apparaissent à ce niveau, dans le monde paysan sont donc moins simples que le clivage traditionnel gros agrariens de la région parisienne et reste de la classe paysanne. Déterminé en premier chef par des facteurs économiques, le clivage se fait ensuite suivant des critères socio-économiques plus subtils, tels que fortune, type d'agriculture, mutations techniques, et âge.

Au niveau des petits et moyens paysans avec lesquels se fera la liaison ouvrière, il est certain qu'il existe des catégories sociales différentes. Les moyens paysans, notamment, qui ont beaucoup emprunté, ont malgré leur conscience de probable prolétarianisation, l'espoir de s'en sortir, et de devenir de gros agriculteurs.

Ces clivages peu clairs, c'est une des tâches du parti que de les éclaircir. D'autant plus que la coopération et la structure coopérative entretiennent chez ces paysans une aliénation idéologique qui les empêche de prendre conscience de ces clivages de classe, à l'intérieur des coopératives.

Malgré ce masque, il est nécessaire de développer cette lutte de classes à l'intérieur de la coopérative. Ces choix et ces appréhensions des clivages se feront, il est sûr, de façon privilégiée dans la lutte et dans le contact avec la classe ouvrière : démontrer pratiquement, et dans la lutte la véritable nature des coopératives.

DEMYSTIFIER LA COOPERATIVE DANS L'ACTION

Montrer la nature capitaliste de la coopérative sera difficile, sinon impossible si une condition préalable n'est pas réalisée : il faut à toute force que le paysan cesse de sentimentaliser sur cette structure mise en place à la sueur de son front, et de transposer sur cette structure sa condition difficile de prolétarié.

La coopérative n'a, à l'évidence, pas autant de mal à vivre que le paysan à survivre. La coopérative est une entreprise capitaliste qui, comme l'industrie privée, fait des bénéfices énormes qu'elle réinvestit au détriment du prix du lait et des salaires des ouvriers.

Et puis, il est trop simple de faire endosser au paysan la qualité de propriétaire et de chef d'entreprise lorsqu'il s'agit d'endosser les conséquences d'une grève, alors que les cadres administratifs lui contestent cette qualité lorsqu'il s'agit de redistribution des bénéfices au niveau du prix du lait.

Les coopératives peuvent augmenter le prix du lait, à l'égal des entreprises privées : c'est aux vrais patrons de cette structure de jouer ! Que les cadres et les administrateurs qui se sentent vocation de chefs d'entreprises s'y attachent !

A cet égard le paysan ne doit pas se laisser démobiliser par les discours démagogiques sur le risque de faire crever la coopérative qui tiendra davantage le coup qu'on ne voudrait le lui faire croire : elle fait des bénéfices, par le piège de la rentabilité, et sélectionne les paysans par l'élimination des petits exploitants.

Faire ce choix veut dire d'abord se situer seulement comme un producteur face à sa coopérative. Les paysans révolutionnaires ne peuvent, dans un premier temps, demander cette démarche à leurs camarades : il est nécessaire d'attaquer la coopérative par un biais.

Démontrer, dans la lutte, qu'elle n'est pas si différente de l'industrie privée : ne passe-t-elle pas des accords avec ces industries pour parer grèves et ennuis techniques ?

Parmi les moyens d'action possible, les militants peuvent porter le combat sur l'industrie privée, et contraindre le secteur coopératif à s'aligner sur les résultats acquis : c'est le meilleur moyen, à l'heure actuelle, de démystifier la coopération, et de faire en sorte que la plus grande masse des paysans participent à cette démarche.

Les militants révolutionnaires peuvent être présents dans les conseils d'administration et être utiles aux paysans exploités, **s'ils sont l'expression d'un mouvement de masse des travailleurs ouvriers et paysans face à la coopérative et si ce mouvement est suffisamment fort pour les contrôler en permanence.**

Dans ces conditions ils peuvent rendre service aux paysans prolétariés, les aider à survivre. Ils ne peuvent changer la nature du capitalisme qui conditionne toutes les structures économiques y compris la coopération. Par contre, grâce aux luttes de masse, ils doivent démontrer les méfaits du système et accélérer la prise de conscience. Ceci est vrai pour les administrateurs de crédit et autres organismes économiques.

Dans cette hypothèse élaborer une tactique n'est pas chose facile, les formes de lutte sont aussi diverses que les secteurs de l'agro-alimentaire et doivent tenir compte du caractère périssable de certains produits pour que les producteurs ne subissent pas de pertes irréparables.

Enfin la réussite de l'unité ouvriers-paysans dans l'action nécessite une préparation minutieuse :

- création de groupe d'entreprise ouvriers et paysans ;
- présence dans les syndicats ;
- travail d'explication politique et d'implantation par tracts à l'entrée, boîtes, distribution de journaux (soutien possible par des camarades non directement liés aux luttes) ;
- contrôle des firmes par les paysans et les ouvriers dans l'esprit du contrôle ouvrier.

Il faut dès maintenant permettre aux masses ouvrières et paysannes de prendre conscience de l'impact décisif que peut avoir leur unité.

Il faut que tous les militants œuvrent pour aider à la création de groupes dans l'entreprise ; c'est tout un travail d'exploration de sensibilisation, auquel il faut s'attacher avec ténacité.

Mais cette forme d'action ne peut être généralisée. Elle comporte le risque de rendre les militants révolutionnaires objectivement complices de la coopération en face de laquelle les travailleurs ne seraient pas organisés.

Il faut donc aussi démystifier la coopération :

- en montrant que sa politique commerciale de concurrence l'oblige à abaisser le revenu des travailleurs pour conquérir les marchés.
- en montrant que le capital est le vrai patron (Crédit Agricole) : sa rémunération passe avant la rémunération du travail.
- en se battant sur les conditions de travail et un revenu garanti.

LE CREDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un organisme bancaire comme les autres. Il faut démystifier son caractère mutualiste. Son rôle dans le système actuel est de répartir l'épargne collectée en milieu rural suivant les directives du Ministère des finances. C'est-à-dire sélectionner les prêts de façon à ce qu'ils soient utilisés pour les investissements plus rentables (firmes agro-alimentaires, agriculture capitaliste — aménagement touristique, etc..)

— en contrôler l'utilisation suivant les normes de la gestion capitaliste (rémunérer le capital avant le travail). Le Conseil d'administration se borne à gérer la banque suivant les mêmes règles que les autres organisations bancaires.

— obliger les paysans à capitaliser ce qui les renforce dans leur attitude de petits patrons.

Le travail que doit faire l'agriculteur administrateur est d'amener une prise de conscience des paysans en démontrant où sont les pôles de décision et en dévoilant les inégalités dans l'attribution des prêts. Le travail comme dans le cadre de la coopération doit se faire en liaison avec la masse des travailleurs.

Il faut aussi analyser la collusion entre l'Etat (par l'intermédiaire du Crédit Agricole) et le capitalisme privé, qui commence à se faire jour au travers des crises de la participation dans les industries agro-alimentaires ou l'aménagement touristique, par le Crédit Agricole de ses filiales.

La distribution des produits agricoles

Dans certaines productions (fleurs - maraîchage) la grande majorité des paysans vend sa production à des intermédiaires grossistes ou détaillants qui, revendant des produits, provoquent une très grande différence des prix du producteur au consommateur.

La plupart des paysans pensent avoir besoin des intermédiaires qui, leur achetant des produits, les font apparemment vivre. Il apparaît, en réalité, que ce sont les intermédiaires qui ont besoin des producteurs. Ceux-ci ne pourraient-ils pas, en effet, vendre leurs produits directement au consommateur ?

Les marges des intermédiaires sont souvent scandaleuses. En horticulture, du producteur à l'acheteur, le prix des fleurs est multiplié par 5.

Le circuit de distribution est anarchique.

Il y a trop de petits détaillants qui n'ayant pas une clientèle suffisante sont obligés de majorer leurs prix.

L'Etat a intérêt à ce qu'il y ait des surproductions car les intermédiaires font alors de gros bénéfices et paient plus d'impôts.

Face à cette situation, comment pourraient s'organiser les producteurs ?

Peut-on arriver en régime capitaliste à créer une distribution directe du producteur au consommateur ?

En effet, déjà très accaparé par ses préoccupations techniques (culture, récoltes, emballages), un producteur ne pourrait matériellement pas organiser seul la commercialisation directe de ses produits. La question reste posée.

Face aux circuits de distribution anarchiques de la plupart des produits agricoles, face à la spéculation commerciale dont elles sont l'objet, des actions ponctuelles, type ventes sauvages avec distribution de tracts explicatifs peuvent dévoiler l'exploitation dont sont victimes les travailleurs producteurs et consommateurs de produits agricoles.

Stratégie au niveau du syndicalisme paysan

Les organisations syndicales constituent souvent des freins et sont parfois démobilisatrices et répressives dans les luttes. Il faut dénoncer le mythe de l'unité syndicale et la collaboration entre les différentes organisations professionnelles. Néanmoins le syndicalisme doit être un outil pour mener les luttes : le P.S.U. et ses sympathisants ne peuvent agir en tant que tels dans les luttes en agriculture et une structure est nécessaire pour porter leur combat. Mais les militants révolutionnaires doivent s'efforcer de faire assumer par des assemblées de base de paysans exploités la direction et le contrôle des luttes. Enfin, il ne semble pas non plus possible de créer une structure nouvelle à côté de celles qui existent. Il s'agit surtout, pour les militants d'utiliser les structures mises à leur disposition pour faire le travail politique notamment en dénonçant, de manière permanente le rôle d'agent du pouvoir capitaliste des directions nationales et parfois départementales de ces organisations.

Salariés agricoles

Il existe 500 000 travailleurs dans les exploitations agricoles. La diminution du nombre de ces salariés va sans doute se poursuivre, mais elle s'accompagne d'une concentration dans des points stratégiques basés sur des secteurs géographiques accaparés par le capitalisme agraire. Cette concentration favorise l'organisation des salariés de l'agriculture dans les structures syndicales et politiques. Les rapports sociaux autrefois de type paternaliste se modifient en rapport des conflits. Les travailleurs agricoles savent que leur lutte rejoint celle de l'ensemble des travailleurs en prise directe sur les processus de production, le contrôle ouvrier peut devenir un axe de lutte dépassant les formes traditionnelles de négociation d'accords dont les résultats sont immédiatement récupérés par les agriculteurs.

La liaison des luttes ouvrières dans l'industrie et dans l'agriculture doit permettre de briser l'isolement des luttes en agriculture et d'insérer ces dernières dans le combat ouvrier.

Non sans poser certaines difficultés, la conjonction des forces ouvrières agricoles sans oublier les travailleurs immigrés avec celles des salariés des entreprises agro-alimentaires et des paysans est également nécessaire de faire front à l'intégration menée tant par les firmes que les agriculteurs capitalistes aboutissant à une prolétarianisation des travailleurs de la terre.

Questions en suspens

Un certain nombre de problèmes n'ont pas été abordé dans le rapport de synthèse. Aussi certains pourraient l'être lors des prochaines assemblées ouvriers paysans qui prépareront le congrès :

— analyse approfondie des classes dans le secteur agricole et para-agricoles, analyse permettant de replacer les luttes du secteur agricole dans le cadre de la stratégie globale du parti, ce problème se rattachant à celui de l'élaboration d'une stratégie claire vis-à-vis des couches moyennes.

En particulier place des techniciens du para-agricole (chambre d'agriculture, enseignement agricole, mutualité sociale...);

— analyse du rôle du crédit agricole et formes de lutte dans ce secteur ;

— travail de masse en milieu agricole :

• position des militants révolutionnaires par rapport aux prises de responsabilités dans les organismes professionnels, les coopératives, les syndicats...

• lutte contre les idéologies réformistes, corporatistes, coopératives.

— Problèmes des disparités régionales et de la main mise du secteur capitaliste sur les sols (appropriation de type colonial, notamment, boisement, complexes de loisirs, terrains à bâtir).

— Est-ce que l'achat collectif des terres ne pourrait pas être assuré par des coopératives foncières ou des SAFER (fonds publics) à la stricte condition d'un contrôle effectif de leur redistribution par location et par les paysans travailleurs ?

— Lutte contre les fournisseurs de l'agriculture (industries d'amont, machinisme, industrie chimique).

— Analyse des conditionnements publicitaires, idéologie de modernisme technique.

— Lutte des salariés agricoles : formes spécifiques.

— Problème des retraites dans le cadre de la juste rémunération du travail, unification des régimes de retraite (pas de retraite inférieure au SMIG).

*

**

C. - Cadre de vie

Parallèlement à l'exploitation au niveau de l'entreprise (production), le capitalisme développe son exploitation au niveau du cadre de vie, tant sur le plan économique (loyer, qualité du service rendu) que sur le plan idéologique (mode de vie individualiste, mythe de la propriété privée, référence au modèle bourgeois). Les luttes que nous devons mener contre le capitalisme se situent donc sur 2 plans : lutte à l'intérieur de l'entreprise (luttes internes) et luttes à l'extérieur de l'entreprise, notamment sur le cadre de vie (luttes externes).

Les luttes internes à l'entreprise et les luttes externes ne sont pas disjointes et ne présentent pas d'objectifs fondamentalement différents. Elles sont à relier entre elles et à transposer de l'une à l'autre. Bien sûr, ceux qui mènent les luttes ne sont pas forcément les mêmes : prolétariat dans les entreprises, ensemble des couches de la population à l'extérieur, mais les formes de lutte dans la démocratie restent semblables.

Les travailleurs ressentent de plus en plus durement ce 2^e type d'exploitation et se mobilisent pour lutter contre (transports, loyers, urbanisme, etc.).

Le capitalisme détruit la ville pour la remplacer par le système concentrationnaire des grands ensembles éparpillés le long des voies de communication. Il faut populariser l'idée que le projet socialiste ne consiste pas à transformer les bidonvilles en HLM, mais à supprimer les deux au profit d'un urbanisme au service du peuple. Il faut décoloniser la banlieue (centres culturels, transports latéraux inter-banlieues, création de véritables villes nouvelles indépendantes des agglomérations existantes, et intégrant harmonieusement tous les aspects de la vie humaine — emploi — logement — animation).

Un certain nombre de grands objectifs ont été dégagés :

- a) l'appropriation collective du sol (non pas tant du point de vue de la propriété juridique, mais de la question : par qui et au profit de qui se fait l'affectation des sols);
- b) le contrôle des travailleurs sur l'aménagement de l'espace (logement, équipement, urbanisme);
- c) la maîtrise des travailleurs sur leur style de vie quotidienne.

Ces trois objectifs indissolublement liés, ne sont réalisables que par la révolution socialiste. Cependant les révolutionnaires peuvent et doivent trouver des lieux d'intervention où il est possible de mobiliser les mêmes autour de ces objectifs contre le capitalisme, et dans une perspective de lutte des classes.

Cette mobilisation respectant nos principes de démocratie de masse, et débouchant inévitablement sur une remise en cause de la légalité bourgeoise, pourra regrouper la population autour des travailleurs occupant la place stratégique (exemple des transports ou de la pollution).

Ces lieux d'intervention, débordant le cadre de vie, sont à relier directement aux autres secteurs de lutte (luttes agricoles, provinces colonisées, etc.),

A. — LE LOGEMENT

1° — Discrimination dans la construction. — Les logements ne sont pas construits en fonction des besoins de ceux qui vont les occuper, mais en fonction de leur compte en banque. Cette discrimination par l'argent se double d'une discrimination selon l'âge et la place dans la société (cités universitaires, cités de vieux);

2° — Campagne contre l'accession à la propriété. — Il faut dénoncer l'accession à la propriété; elle est inutile car elle ne répond pas en permanence à des besoins. Par exemple : jeunes ménages, puis familles, puis retraités, n'ont pas les mêmes besoins. Or, s'ils ont bâti, ils sont attachés à leurs biens. En outre, l'accession nous semble une récupération bourgeoise pour démobiliser le travailleur, l'intégrer au système. C'est une campagne de démystification qu'il faut commencer dès maintenant. Nous devons nous opposer à la vente des H.L.M. aux travailleurs : l'acquisition d'un H.L.M. met le travailleur encore plus sous la dépendance du patronat (relations, emploi, logement) et permettra aux municipalités et aux sociétés d'HLM d'éviter un certain nombre de responsabilités (entretien, aménagements sociaux, culturels). Nous devons de plus démystifier le concept de la maison individuelle, non pas d'une manière idéologique et abstraite, mais en informant les travailleurs des problèmes devant lesquels ils se trouveront :

— les municipalités se sentent déchargées de la responsabilité de construire des équipements collectifs;

— le problème des transports doit être résolu au niveau individuel. Les travailleurs habitant dans un pavillon subissent de nouvelles aliénations.

Néanmoins, l'attachement à la propriété individuelle étant une réalité dans la société actuelle, y compris dans la classe ouvrière, nous devons tenir compte de cet état d'esprit et mener d'abord une campagne d'explication pour montrer l'aliénation entraînée par ce comportement, en présentant les perspectives nouvelles dans le cadre d'une société socialiste.

3° — Logements de fonction liés à l'emploi. — Les cités d'entreprises reconstituent nettement les classes sociales : logements des cadres et logements des ouvriers séparés. Logements construits à proximité d'une industrie; en cas de fermeture de celle-ci, les habitants doivent les abandonner et ils ne peuvent plus faire face aux charges entraînés par l'achat d'un appartement. Pour les loyers, le patron peut récupérer directement sur les travailleurs une augmentation de salaire par une augmentation de loyers. Asservissement encore plus grand du travailleur tenu par le patron dans l'entreprise, dans sa vie familiale, dans son logement, dans ses loisirs : ex. Michelin, les foyers de Jeunes Travailleurs d'entreprise (Peugeot à Sochaux), etc.. En cas de licenciement, le travailleur perd son emploi et son logement.

4° — Contrôle sur les loyers et les charges — Imposer un contrôle unilatéral. Dévoiler les bilans, le mode d'établissement de loyer. Un tel contrôle doit permettre de dénoncer la carence actuelle.

Les loyers sont d'un coût trop élevé et en plus, ils sont grevés de charges trop élevées dont les prix sont libres. L'entretien des immeubles étant assuré par des entreprises privées, nous devons exiger le contrôle de ces charges par les résidents, des marchés passés par les sociétés propriétaires avec ces entreprises privées telle la Cie Générale de Chauffage.

Le 1 %, mainmise du patronat sur la construction, est la conséquence d'une démission de l'Etat dans le domaine du logement. Si le contrôle des travailleurs sur l'utilisation de ce 1 % est prévu par la loi, il n'en demeure pas moins que les travailleurs ne sont en mesure de l'exercer.

Dans le contexte d'une remise en cause de la société capitaliste nous proposons le versement de ce 1 % obligatoirement à un organisme HLM

(bien que nous contestions leur fonctionnement actuel). Les travailleurs s'organiseront eux-mêmes pour exercer leur contrôle sur l'utilisation de ce 1 %.

5° — Dénonciation des agences immobilières et autres institutions du même genre comme intermédiaires inutiles

Cette lutte n'est pas spécifique au problème du logement et doit entrer dans le cadre d'une lutte contre tous les intermédiaires inutiles et peut ainsi être un thème de lutte ouvrier-paysan.

Proposition : réquisition des logements vides, créations de comités qui centraliseraient les offres et les demandes, en assureraient la publicité, ce qui supprimerait radicalement des parasites. Pour combattre les agences, il faut avoir une politique de logement en fonction du revenu et non en fonction de ceux qui offrent des garanties de pouvoir payer.

Dénonciation des sociétés immobilières conventionnées

— Ce type de société bénéficie d'avantages fiscaux énormes, et de prêts d'Etat (donc de la collectivité), pour construire des logements « rentables » car il faut rémunérer les capitaux privés qui bénéficient à leur tour d'avantages fiscaux. Ce type de société doit être dénoncé car son objectif ne correspond pas aux besoins des travailleurs et détourne les fonds de la collectivité.

— Dénonciation du PACT : le PACT (propagande d'action contre les taudis) organisme créé par le patronat au lendemain de la guerre dans un but charitable est devenu une institution nationale. C'est un palliatif qui masque les vrais problèmes de logement, notamment la prise en charge par les pouvoirs publics du logement social. De plus, non content d'agir seulement sur les effets, il prétend à une vocation sociale, en fait aliénante pour les travailleurs qui en ont de plus en plus conscience.

6° — Le logement des travailleurs immigrés

La lutte pour l'amélioration du logement des travailleurs immigrés doit être organisée sous leur propre direction.

Elle doit s'accompagner d'une lutte contre les loyers chers (sinon le logement hors des bidonvilles est impossible);

Dans les foyers, lutte pour le contrôle démocratique par les travailleurs immigrés eux-mêmes sur les conditions de vie (sinon l'alternative, ce sont les foyers-casernes);

Lutte contre la ségrégation sociale dans le logement (lutte contre l'implantation des foyers hors des villes : foyers réservoirs de travailleurs près des zones industrielles);

Mais respect des revendications des travailleurs immigrés en ce qui concerne le maintien des communautés nationales.

De tels objectifs supposent la mobilisation des travailleurs de France et le soutien du combat des travailleurs immigrés organisés sur leur propre base avec leur propre direction.

Dans les cas où les travailleurs français et immigrés partagent les mêmes conditions de vie, la lutte sur le terrain peut et doit être d'emblée unitaire. C'est d'ailleurs le meilleur moyen pour lutter contre le racisme.

B. — EQUIPEMENT

— Transport

On peut avancer les mots d'ordre suivants :

lutte pour la priorité aux transports en commun ;

lutte pour des conditions de transports décentes ;
lutte pour la carte unique hebdomadaire payée par le patron ;
lutte contre toute hausse des transports en commun ;
lutte contre la notion de rentabilité des transports en commun ;
lutte pour l'intégration du temps de transport dans le temps de travail.
La mobilisation sur les transports nécessite la création de comités d'usagers.
Il faut souligner le rôle central qu'ont à jouer les travailleurs de l'entreprise transporteuse dans ces luttes.

— Equipements collectifs et de loisirs

Il faut dès à présent que nos luttes débouchent sur l'apprentissage et l'aménagement d'une vie collective, en particulier par le développement d'une nouvelle forme de rapports humains en rupture avec la culture dominante et ses moyens d'expression. Les plans d'urbanisme doivent permettre cette vie collective et nos revendications porter sur les équipements collectifs : laverie collective, restaurant d'immeuble, salles de réunion, salles de jeux, salle de détente, infrastructures culturelles, etc..

C. — POLLUTION, NUISANCES ET ENVIRONNEMENT

Le capitalisme détruit le cadre de vie dans sa volonté d'une recherche permanente de profits et d'industrialisation sauvage.

Nous devons lutter contre cette folie destructrice, sans oublier de mentionner que la tentative de restauration de ce que l'on détruit devient pour le capitalisme une nouvelle source de recherche de profits (cela rejoint le problème de la rénovation urbaine).

Ce problème semble pouvoir mobiliser des gens à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise et peut permettre de faire prendre conscience du lien entre les luttes.

Propositions : création d'organismes (comités de lutte, commissions extra-municipales) où se retrouvent des usagers, des travailleurs et des membres du comité d'hygiène des entreprises. Ces luttes sont à mener suivant la réalité locale.

L'accès de la population aux loisirs dans la nature est bloqué :

— par la pollution des rivières, des plages et même des forêts (problème lié à celui de la lutte contre les incendies de forêt) ;

— par l'appropriation privée d'une partie importante des forêts et autres espaces verts, notamment région parisienne et d'une partie du littoral (notamment provençal) ; les endroits où les familles populaires peuvent se détendre, reprendre contact avec la nature sont de moins en moins nombreux ;

— par la dégradation des sites qui en résulte. Nous devons lutter contre ce phénomène.

L'objectif immédiat doit être l'appropriation collective du sol forestier et des surfaces au bord des mers, des lacs et des rivières, et la mobilisation de la population pour exercer la surveillance des zones forestières (coupe feux), et maritimes.

Un autre mot d'ordre doit être : obliger les industriels à installer des équipements permettant d'assainir les fumées, d'incinérer les déchets et d'éviter le rejet dans les rivières des eaux usées. Il faut donc mobiliser la population autour des ouvriers de l'entreprise, source de pollution ou de nuisance.

D. - LE CADRE DE VIE LIVRE AU CAPITAL DANS LES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES

I. — La mainmise capitaliste

Dans les régions sous-développées, notamment celles qui disposent de « ressources » touristiques (plages, soleil, neige, etc..) le capitalisme voit en elles des sources de profits nouveaux et fructueux. Cette mainmise relativement récente du capitalisme sur le cadre de vie des populations rurales de ces régions, s'explique par le fait qu'il n'est guère rentable de les industrialiser dans une phase de concentration capitaliste qui s'effectue surtout autour des grandes métropoles. Ces régions « sous-développées » sont essentiellement rurales et les structures de production industrielles archaïques et prémonopolistes. Une « reconversion » de structures désuètes s'impose. Les grands aménagements touristiques peuvent devenir un palliatif de choix.

— Dans nombre de ces régions l'Etat est à l'origine de la reconversion touristique (cf. aménagement en cours du littoral Languedoc-Roussillon; celui prévu du littoral Aquitain). L'Etat capitaliste se charge de la procédure de dépossession au profit de Sociétés d'Economie Mixte (dirigées très souvent par les notables locaux). Ces dernières assument la création des infrastructures touristiques qu'ils revendent aux Sociétés financières, aux promoteurs.

— Dans certaines autres régions, l'Etat capitaliste crée des Parcs Nationaux (Cévennes, Vanoise, Pyrénées-Occidentales). Sous couvert de préserver des zones vertes à l'abri de toute pollution industrielle, de promouvoir un tourisme soi-disant populaire, la création des Parcs Nationaux est en réalité une mainmise capitaliste sur le cadre de vie des populations des Parcs et de leur zone périphérique.

Les parcs deviennent des zones de résidences destinées à la grande bourgeoisie, la population locale résiduelle étant transformée en une véritable « réserve » d'indigènes.

Dans les régions agricoles les plus paupérisées (montagnes : Alpes, Pyrénées, Vosges) le capital financier accapare directement les sols.

La spoliation des paysans paupérisés de ces régions, qui sont purement et simplement chassés de leur cadre de vie, les urbanisations touristiques ne pouvant procurer des emplois pour la majorité d'entre eux, s'effectuent par le biais de notabilités locales (conseillers généraux, municipalités, parlementaires) qui ont été préalablement achetés par le capitalisme financier.

Dans les régions sous-développées, le capitalisme peut accaparer d'immenses territoires (par ex. 1/10 du territoire du département des Pyrénées-Orientales) pour effectuer des aménagements touristiques (littoraux, stations de sports d'hiver). Nous avons affaire à un véritable processus colonial, qui transforme considérablement le cadre de vie des populations rurales de ces régions, les spolie et les chasse dans la plupart des cas, tend parfois à les transformer en véritables réserves d'indigènes folklorisés.

II. — Conséquences

— **économiques** : au niveau de la construction, il y a une création considérable de richesses. La plus-value extorquée à un taux extraordinairement élevé, à cause de l'intervention exorbitante du secteur bancaire, est quasi-intégralement exportée de la région, qui au lieu de s'enrichir, stagne. Au niveau de l'exploitation des installations, de leur gestion, les profits sont eux aussi pratiquement tous exportés. Là aussi il y a un phénomène colonial ;

— **idéologiques** : les investissements massifs du capitalisme extérieur à ces régions peuvent faire croire à une expansion. Bien que celle-ci soit illusoire (non industrialisation, destruction de l'appareil productif archaïque avec ses conséquences : sous-emploi alarmant, déportation de la population dans les régions industrialisées), le capitalisme peut développer l'illusion d'une croissance économique dynamique, qui résoudra tous les problèmes. Il peut ainsi masquer, au moins momentanément, les contradictions de ces régions, faire accepter par les couches exploitées et opprimées de la population l'ensemble du processus en faisant miroiter des lendemains qui chantent;

— **politiques** : l'évolution démographique, les transferts de population tendent à modifier les structures politiques régionales (quand elles sont aux mains de la gauche réformatrice ou révisionniste) au profit de la droite ;

— **au niveau de l'urbanisation** : le développement du tourisme populaire est une mystification. Les urbanisations sont conçues en fonction de modèles culturels bourgeois. On constate au même moment une contraction des zones fréquentées traditionnellement par les travailleurs des grandes métropoles urbaines (cf. littoral du Languedoc-Roussillon) ;

— **au niveau des infrastructures** : le capitalisme financier colonisateur investit dans la construction d'infrastructures privatisées (routes, stations de vacances, etc..) absolument inutiles pour les couches exploitées de ces régions. Par contre les infrastructures socialement rentables sont souvent démantelées car elles n'ont pas une relation immédiate avec les aménagements (cf. les lignes de chemin de fer dites « secondaires » qui sont supprimées).

III. — Les luttes

Face à la colonisation de ces régions, des luttes peuvent objectivement se développer et certaines se développent déjà, bien qu'elles en soient encore à leurs balbutiements.

Elles peuvent unifier le prolétariat d'un secteur industriel archaïque en voie de liquidation, les différentes couches moyennes : paysans paupérisés ou en voie de prolétarianisation spoliés de leur outil de travail, du petit commerce, pléthorique dans ces régions, et fortement compromis par l'implantation des grandes surfaces, des chaînes d'hôtels qui sont directement reliées au marché représenté par l'afflux de touristes.

Ces luttes spontanées sont des luttes pour la survie de ces couches, contre le chômage, contre la déportation dans les métropoles industrielles, pour la sauvegarde de leur cadre de vie, de leurs loisirs traditionnels. Des comités de base regroupant l'ensemble de ces couches se créent dans les régions sous-développées. Ces luttes sont objectivement anti-capitalistes, mais l'ennemi est encore mal discerné. Les militants d'avant-garde doivent animer ces comités, empêcher qu'ils dévient vers des objectifs réformistes, de pression sur les notabilités locales qui participent elles aussi à la curée colonialiste. Ils doivent proposer des luttes de masse telles que la réoccupation, par les petits paysans, du foncier spolié, que le contrôle sur la destination des profits procurés par les installations, etc..

Seuls de tels objectifs peuvent être reliés à notre objectif final, l'instauration du pouvoir des travailleurs, le socialisme, qui seuls pourront donner à ces régions un développement harmonieux, passant notamment par leur industrialisation.

CONCLUSION : LES MOYENS D'ACTION

Les habitants doivent prendre en charge leurs propres problèmes. Ils doivent s'organiser au niveau du quartier; il faut surtout donner à cette lutte une dimension politique. La population doit être associée aux débats

et aux luttes à entreprendre par des assemblées générales d'habitants, décidant elles-mêmes les objectifs et les modalités de ces luttes, ainsi que les moyens organisationnels.

Des dangers sont à éviter : le cartel d'organisation, l'apolitisme. La question est de savoir si l'on doit utiliser les organisations existantes ou bien en créer d'autres. Le critère doit être la possibilité qu'elles offrent aux masses de prendre conscience de leur propre force. Si à ce titre nous ne faisons pas confiance à celles qui existent, nous susciterons la création de structures nouvelles.

Il faut surmonter la difficulté due à l'isolement en cellule familiale, notamment mobiliser les femmes contre l'intégration qui leur est imposée par le système. Il faut faire aboutir la propagande pour la constitution de comités de quartiers où est possible un échange démocratique dans la lutte des délégués d'immeubles constamment révocables et élus pour diriger la lutte. Revenir aussi constamment que possible à la concentration existante dans les lieux de travail, exploiter les occasions données par la concentration des travailleurs dans le logement, ex. foyer de jeunes travailleurs et de travailleurs immigrés.

Le brassage de population doit amener la possibilité d'échange et de confrontation qui battraient en brèche la tactique bourgeoise qui essaie d'individualiser au maximum. Nous devons développer une conscience de prise de pouvoir; ex. une municipalité fournit une salle : pas plus de réunions pour cela. Si au contraire on suscite une mise en route des gens, l'association qu'ils créeront imposera cette salle qui sera alors sûrement utilisée.

Dans tous les domaines la démocratie prolétarienne de masse, la rupture avec la légalité bourgeoise sont des principes qu'il s'agit ici aussi de mettre en pratique.

Il est bien entendu que toutes les « commissions extra-municipales » ou « comité de luttes » évoqués dans le texte, doivent correspondre à de tels critères.

Pour pouvoir impulser les luttes les militants doivent effectivement se lier aux habitants des quartiers populaires et y être présents. Pour se lier aux masses, il existe de nombreux moyens parmi lesquels le porte à porte qui permet d'élargir le cercle restreint de nos contacts pour connaître les problèmes réels des masses et déboucher sur des assemblées générales permettant une décision collective sur les luttes à mener. Cette union dans la lutte des habitants intéressés leur permet de prendre conscience qu'ils constituent collectivement une force capable de mettre en échec la bourgeoisie.

Il faut que toute intervention débouche sur une lutte concrète car la pratique a montré qu'une dénonciation ne suffit pas, laissant l'intéressé dans son individualisme, incapable, seul, de résoudre les contradictions.

*

* *

D. - Santé

Dans notre société capitaliste, la santé des travailleurs est aussi un instrument aux mains de la bourgeoisie pour à la fois reconstituer la force de travail et extorquer des profits sur la maladie de la population.

En particulier la Sécurité Sociale est sous le contrôle total de la bourgeoisie. Elle est entièrement financée par les travailleurs (cotisations salariales d'une part et cotisations patronales d'autre part, ces dernières étant répercutées sur les prix de vente des marchandises sont en fait payées par les consommateurs-travailleurs). S'il est vrai qu'une part de cet argent est redistribué aux travailleurs par la Sécurité Sociale, l'essentiel est détourné au profit de l'industrie pharmaceutique et des couches parasitaires : médecins, pharmaciens libéraux, etc..

En conséquence, les choix de la classe dominante sont toujours faits en faveur de la médecine de soins très rentable et au détriment de la prévention médicale peu intéressante.

Et pourtant dans les entreprises, le travail à la chaîne, la division du travail qui devient sans but et sans intérêt, les machines et surtout l'accélération des cadences, entraînent une détérioration de la santé des travailleurs.

Un état général de fatigue (impression de vide, d'abrutissement, manque d'envie de lire, de sortir, de manger, manque de goût de vivre);

Un état de nervosité excessive (agressivité, angoisse, crises de nerfs) avec, pour les femmes, des conséquences physiologiques (accouchement avant terme);

Extension des maladies professionnelles;

Abandon des règles de sécurité.

I. Hors du lieu de travail

Les conditions de logement, le temps de transport, la vie impossible à cause du travail en équipe (alternativement de nuit et de jour par exemple), les problèmes des enfants, les loisirs individuels ou commerciaux empêchent une vraie détente, la pollution de l'atmosphère et les encombrements des routes, sont autant de raisons de maladies, de l'alcoolisme, des troubles mentaux et de « l'inadaptation ».

Alors que la plupart des maladies, des troubles physiques ou mentaux ont leur origine dans les conditions sociales, l'Etat et les appareils médicaux (libéraux ou pas) dépensent des sommes considérables pour pallier les effets. Mais jamais on ne se préoccupe des causes, c'est-à-dire de cette société, source principale de la dégradation de la santé.

Dans ce contexte, les travailleurs de la santé ne peuvent pas mener le combat uniquement sur les lieux de travail (hôpitaux, cliniques, etc.), car chaque objectif, chacune de ses aspirations, remettent en cause cet état de choses et concernent donc tous les travailleurs; l'obligation de mêler luttes internes et externes est ici impérative.

II. Un plan d'action sur la santé

La première cible sur laquelle doivent tirer l'ensemble des travailleurs reste l'appareil capitaliste, de distribution des soins. Mais avec une priorité contre la médecine privée.

Puisque dans une société de transition, la santé doit être assurée gratuitement, cet axe stratégique suppose aujourd'hui :

- La nationalisation de l'industrie pharmaceutique avec le contrôle ouvrier sur son fonctionnement ;
- La disparition de la gestion privée des cliniques par leur nationalisation, le contrôle des travailleurs sur leur répartition et leurs activités ;
- La dislocation de tous les appareils de la médecine libérale (ordre des médecins, « syndicats » réactionnaires des médecins et pharmaciens) ;
- La généralisation de la médecine salariée.

Ces objectifs ne peuvent être atteints que par la pression globale de tous les travailleurs, en fonction du rapport de force général dans la lutte de classes.

Un autre aspect :

— Des appareils sanitaires existent aussi pour chaque entreprise. La lutte contre la médecine du travail actuelle, au service du patronat, avec un rôle de chien de garde pour l'équipe médicale sur l'embauche, les reclassements, etc., rentre dans le même cadre.

Les objectifs peuvent être :

- Arracher les équipes de médecines du travail à la tutelle absolue des patrons (par exemple, dans le bâtiment, contrôle des délégués ouvriers sur leur travail).
- Donner tous les pouvoirs aux délégués ouvriers, élus et révocables par l'ensemble des travailleurs sur l'embauche et le contrôle de l'équipe de la médecine du travail, sur les conditions d'hygiène et de sécurité, ceux-ci utilisant à leur service l'équipe médicale du travail.

L'assemblée des travailleurs doit être le moyen privilégié pour imposer unilatéralement ces objectifs.

L'exploitation éhontée des handicapés physiques et des « inadaptés ».

Deux objectifs répondent à ce souci :

- Garantie d'emploi et de réadaptation ;
- Disparition des discriminations entre travailleurs inadaptés et actifs.

Ces 2 objectifs peuvent être atteints par la lutte conjointe des travailleurs des entreprises et des comités regroupant les handicapés.

La deuxième cible est représentée par le blocage par les capitalistes de toute possibilité de prévention des maladies et la mystification en ce qui concerne les véritables causes.

Dans une société de transition vers le socialisme, grâce à l'éducation populaire, le rôle des agitateurs sanitaires, et surtout le changement des conditions de vie et de travail, c'est la prévention qui serait ainsi assurée.

Dans cette perspective, nous avons à proposer aujourd'hui des objectifs qui préfigurent ce but à atteindre.

Contrôle ouvrier sur les cadences, l'hygiène et la sécurité. C'est-à-dire le blocage unilatérale des cadences inhumaines, le refus de continuer le travail dans des conditions dangereuses, le changement d'horaires décidé par les travailleurs pour assurer le repos nécessaire pendant le temps de travail.

Imposer un rythme de travail compatible avec une vie normale.

Arracher le droit de veto, pour les travailleurs, sur les licenciements pour démythifier les soi-disant raisons de santé.

Lutte pour la prise en charge collective de la santé mentale. Car les troubles mentaux, l'alcoolisme, etc.. trouvent leur origine dans les conditions de vie et de travail, et imposent la lutte au niveau des causes réelles, tout en sachant que seule la transformation de la société les fera disparaître.

Dans le cadre de l'alphabétisation militante, introduction dans l'équipe d'un travailleur de la santé, et, d'une façon générale introduction de militants médicaux dans la lutte des travailleurs immigrés sur leurs conditions de vie, et sous la direction des organisations autonomes des travailleurs immigrés.

La Sécurité sociale. Tant que les travailleurs n'ont pas le contrôle des organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, un mot d'ordre : incompatibilité de l'appartenance de l'administration d'une caisse et à un parti de la classe ouvrière, à fortiori le P.S.U.; il faut refuser cette caution patronale.

Pour les employés de la Sécurité sociale qui se heurtent à l'Etat patron, la liquidation du mythe de la gestion ouvrière est un objectif fondamental.

III. Les luttes hospitalières

« Les objectifs généraux retenus par les entreprises : contrôle sur les conditions de travail, lutte contre la hiérarchie (qui est ici considérable ; il y a en effet 2 patrons : le médecin au niveau du service et l'administration au niveau de l'hôpital), luttes pour les salaires », etc.. sont de même nature, mais la matière première est humaine (le malade) ce qui oblige à développer des luttes compréhensibles par tous les travailleurs. En ce qui concerne les luttes politiques à l'hôpital, nos groupes doivent réunir les personnels soignants, ouvriers, administratifs et les élèves santé (élèves infirmières, paramédicaux, étudiants en médecine...).

Dans les formes de luttes : la distribution gratuite des soins (consultations, l'ouverture au public des services hospitaliers, la participation des malades et des familles à l'action, sont des objectifs répondant à cette situation. Mais l'objectif général reste la transformation des hôpitaux par les militants qui s'y trouvent, en foyer de propagande, et en quartier général des agitations sanitaires pour dénoncer la médecine de classe et ses gadgets techniques et renforcer l'action sur les véritables causes des maladies.

*
* *

E - Commerce

Le problème des grandes surfaces de commerce

— Ces grandes surfaces correspondent à une évolution logique du capitalisme (concentration, amélioration de la rentabilité) ;

— cette évolution est pour le moment intéressante pour nous : diminution des prix due à une meilleure rentabilité de l'entreprise et du système de vente, et due aussi à la concurrence avec le petit commerce. A long terme, il n'est pas sûr que cela le reste car — lorsque les grandes surfaces auront absorbé tous les petits commerçants, suppression de la concurrence avec eux — la concurrence entre les grandes surfaces n'apparaîtra pas et se réglera par des accords sur les prix de vente (ex. marge de prix des lessives en ce moment).

Lorsque les oligopoles de vente seront maîtres du marché, ils chercheront à augmenter leurs profits, donc le prix des ventes ;

— Actuellement il y a une exploitation très forte du personnel dans les grandes surfaces.

— Tous ces problèmes nous concernent directement car :

- le capitalisme s'organise pour reprendre aux consommateurs ce qu'il a dû lâcher sur les salaires ;
- il se prépare à organiser une augmentation globale de sa plus-value avec le phénomène inflationniste (diminution du pouvoir d'achat, du salaire, donc diminution réelle du salaire camouflée) ;
- cela est à relier au problème du cadre de vie ; le capitalisme crée des besoins qu'il est incapable de satisfaire (sinon au détriment des profits), provoque des crises économiques rapprochées (1968-1970) qui, si elles ne mettent pas en cause fondamentalement ses structures, comme les grandes crises économiques du passé, mettent en évidence ses contradictions fondamentales ;
- les consommateurs, sur notre expérience, ont une tendance marquée à assimiler les travailleurs des grandes surfaces aux propriétaires des grandes surfaces. Cela peut amener notamment des contradictions que nous devons résoudre : ex. les travailleurs des G.S. se battent pour une amélioration de leurs conditions de travail (salaires, cadences, etc.) ; le patron, pour maintenir son taux de profit, augmente les prix de vente ; les consommateurs se retournent contre les travailleurs, les rendant responsables de cette augmentation.

Problèmes des petits commerçants

— couche sociale périmée ne correspond plus à une réalité économique (ni capitaliste, ni socialiste) ;

— cela amène leur disparition et donc leur réaction contre cette disparition ;
— avant 1958, du fait du régime parlementaire, les intérêts du petit commerce étaient défendus, il avait des moyens de pression. Depuis

1958, le capitalisme a décidé de se restructurer et de se donner les moyens de poursuivre son évolution vers les monopoles (installation de De Gaulle au pouvoir changement du système étatique).

Les petits commerçants n'ont plus aucun recours contre l'Etat (recours légal) ils sont donc forcés pour défendre leur existence de « sortir dans la rue » d'où la violence de leur action ;

— il est bien évident que les petits commerçants ne correspondent pas aux intérêts de la classe ouvrière; ils sont condamnés à disparaître, en système socialiste, comme en système capitaliste.

Vis-à-vis des grandes surfaces

L'action à mener avec les travailleurs des grandes surfaces s'identifie à celle menée avec les autres travailleurs. Comme dans les autres entreprises notre rôle est d'expliquer que les conditions de salaire, de vie de travail qu'ils subissent sont le fait du système capitaliste et de développer les luttes et l'organisation des travailleurs de ces entreprises.

Vis-à-vis des « consommateurs » l'action est à mener vis-à-vis des consommateurs par le biais des comités de consommateurs sur l'initiative des sections locales en montrant que :

- leurs entreprises commerciales sont des entreprises capitalistes ;
- leurs intérêts sont les mêmes que ceux des travailleurs productifs ;
- essayer de susciter la solidarité entre ces deux couches : par exemple s'il y a augmentation des prix du fait d'une augmentation de salaire, montrer que ce n'est pas le fait des « travailleurs » mais du patron qui veut garder le même taux de profit ; et donc de faire soutenir les revendications par les consommateurs. Entraîner « consommateurs » et « travailleurs » dans la lutte contre la hausse des prix et unir les paysans, les travailleurs et les consommateurs dans la dénonciation des différences entre les prix à la production et les prix à la consommation (profits parasites dans le circuit de distribution). Assurer la jonction des luttes.

Autre exemple : horaire du soir : une partie de la population doit-elle être sacrifiée aux intérêts des autres ? Il faut assurer la jonction de la lutte entre les travailleurs des grandes surfaces et les consommateurs.

Ces deux types d'action doivent bien entendu se compléter et se rejoindre. Elles peuvent se faire par des distributions régulières de tracts à la porte des grands ensembles de vente, la tenue de meeting devant les grands magasins, la grève des achats, etc..

Il ne faudra pas perdre de vue que la lutte que nous menons n'a pas seulement pour objectif des avantages immédiats mais est politique et donc dirigée pour faire prendre conscience à l'ensemble de l'avènement d'une société socialiste.

Le problème n'est pas aussi simple que le précédent vis-à-vis des petits commerçants

Notre action du fait du caractère spécifique de cette catégorie doit être très « prudente ». Nous devons sans relâche essayer de démontrer aux petits commerçants qu'ils sont soumis aux lois du système capitaliste et à sa logique. Nous devons également leur montrer les intérêts d'une société socialiste qui bien sûr, condamnera les formes de distribution parasitaire (nous ne devons pas le leur cacher) mais qui leur offrira d'autres perspectives.

En fait nous devons essayer de leur faire abandonner leurs intérêts (au profit de la collectivité) « corporatistes pour rejoindre le combat de la

classe ouvrière », ce qui nous en sommes bien conscients, sera extrêmement difficile. Mais ils luttent aussi contre le système capitaliste moderne et nous devons essayer d'intégrer leur lutte avec la nôtre, mais sur la base des intérêts de la classe ouvrière et non sur la leur (comme par exemple fait le P.C.). Nous devons donc sans relâche mener cette campagne d'explication auprès d'eux, c'est le premier point.

Le deuxième point est de savoir ce que nous ferons lorsqu'ils rentrent en lutte. Si leur lutte est sur la base de la défense conservatrice de leurs intérêts et donc d'un retour en arrière, nous devons comme dit précédemment, développer notre position et ne pas soutenir leurs revendications. S'il y a répression contre eux, nous devons les défendre sur la base de nos propositions. Si leur action va dans le sens des intérêts de la classe ouvrière nous devons les soutenir et appuyer leurs actions mais en lui donnant son prolongement socialiste. Cette lutte ne peut être menée que par l'organisation des commerçants non corporatistes et orientés vers la lutte anti-capitaliste. La solution coopérative doit être rejetée. En effet il ne peut exister là comme ailleurs, aucun îlot socialiste en système capitaliste.

C'est à cause de la volonté de faire du commerce avec les pays sous-développés qu'il y a eu une politique coloniale. C'est parce que l'on veut continuer cette exploitation commerciale qu'il y a une politique impérialiste. Le commerce extérieur, tant à l'importation qu'à l'exportation, a pour but l'exploitation des ressources matérielles et humaines, des pays sous-développés. Les travailleurs de l'import-export, des ports de la Marine Marchande, doivent lier leur lutte à celles des travailleurs des pays ainsi sur-exploités.

*
* *

F. - L'Etat

INTRODUCTION

L'Etat capitaliste est plus que jamais un Etat de classe qui s'oppose aux masses populaires, et les opprime comme une puissance étrangère. Son rôle est de reproduire les rapports de classe de la société capitaliste en définissant l'intérêt général de la classe dominante et en l'imposant contre la classe ouvrière. Il a effectivement pour fonction de préserver les intérêts à long terme de la bourgeoisie, au besoin contre les intérêts immédiats de telle ou telle fraction. En cela, il dispose d'une certaine autonomie par rapport à des individus ou des groupes de la classe dominante pour assurer l'unité de la bourgeoisie. Mais cette « autonomie », que l'on veut nous faire croire comme au-dessus des classes, a des limites bien précises :

Fondé de pouvoir du capital, l'Etat pèse avec tous ses moyens (violence organisée, propagation de l'idéologie dominante) pour empêcher les exploits de ce manifester comme force collective. Il y a donc lieu de distinguer le pouvoir apparent qui s'exerce sur la scène politique, du pouvoir réel de la bourgeoisie.

Sur la scène politique, au gouvernement, dans les assemblées élues, s'affrontent les partis politiques. Mais ce jeu ne s'exerce qu'à l'intérieur des limites fixées par la nature du pouvoir d'Etat : à ce niveau, les affrontements de classe ont une traduction déformée. Quelle que soit le type de « démocratie » capitaliste, nous ne devons pas perdre de vue :

— que le pouvoir réel est entre les mains d'une petite minorité liée aux groupes économiques dominants.

— qu'une grande partie de l'activité du personnel politique consiste à masquer les contradictions de classe, à diviser les travailleurs, à les convaincre de leur impuissance, et à les détourner de la lutte politique ; en réduisant le fonctionnement de l'Etat à des questions techniques réservées à une hiérarchie de spécialistes.

Ce qui veut dire que changer la majorité à l'Assemblée, renverser le gouvernement (ou même le Président) ne signifie pas changer la nature du régime.

Il est évident que les décisions majeures sont prises par des comités d'experts, à l'abri de toute publicité. Les débats parlementaires sont devenus de simples cérémonies sans aucune portée.

Les concentrations économiques et financières permettent à un nombre restreint de groupes capitalistes de prendre des décisions engageant l'avenir de la société entière.

La fonction de l'Etat est donc de mettre en harmonie l'intérêt de ces groupes avec « l'intérêt général » ; mais cela signifie inversement, mettre : « l'intérêt général » en harmonie avec l'intérêt de ces groupes, c'est-à-dire avec l'intérêt et la logique du capital.

Cette intervention nécessaire et permanente de l'Etat s'accompagne d'une interpénétration étroite entre la gestion publique et la gestion privée.

Les décisions fondamentales sont prises :

- d'une part par les représentants du capital industriel et financier ;
- d'autre part par des fonctionnaires relevant directement de l'exécutif (et issus du même milieu que l'oligarchie économique).

Les assemblées élues, présentées comme « l'expression de l'opinion », ont en réalité pour fonction principale d'empêcher les travailleurs de saisir les mécanismes du pouvoir afin que les décisions essentielles échappent à tout contrôle démocratique.

Le Parlement ne représente aucun pouvoir. Il ne peut en être autrement en régime capitaliste.

Les partis politiques qui continuent d'agir exclusivement sur le plan électoral et parlementaire se battent donc sur un terrain où il n'est pas possible de représenter et d'exercer une volonté collective dans les orientations importantes.

Il est évident que la logique capitaliste ne peut tolérer l'intervention des représentants des ouvriers et des paysans dans certains domaines :

- orientation des productions selon les besoins des masses ;
- division technique et sociale du travail ;
- décision d'investissements (investissements de l'Etat ou du secteur privé) ;
- emploi du surplus économique, etc.

Pour les militants révolutionnaires, il s'agit d'avoir pour objectif la destruction de l'Etat bourgeois, et l'instauration de l'hégémonie du prolétariat sur la société. Ce régime nouveau de démocratie prolétarienne prendra pendant toute une période la forme de la DICTATURE DU PROLETARIAT, ce qui signifie : dictature sur la classe anciennement dominante, mais aussi développement maximum de l'initiative des masses. Cette dictature, qui doit être construite sur des organismes de démocratie directe, devra dépérir graduellement. C'est dire qu'il faudra que dans son sein, soit menée une lutte continue contre les dangers de dégénérescence bureaucratique ET DE RETOUR EN ARRIERE. La dictature DU prolétariat ne saurait être confondue avec la dictature d'un appareil SUR le prolétariat.

Le problème des élections face à ces constatations. Les militants révolutionnaires se posent le problème des élections.

La stratégie électoraliste est une fausse solution, la révolution ne se fera que par le développement des luttes de masse dans les entreprises et sur les autres fronts de lutte, sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier et la construction du parti révolutionnaire, processus dialectiquement liés.

L'Etat bourgeois organise des consultations fréquentes, à apparence démocratique, mais que les différents moyens de pression économique et de conditionnement idéologique dont il dispose faussent complètement.

Il s'agit en fait de déléguer toute responsabilité politique à des élus sans aucun contrôle ultérieur possible sur leur action.

Mais la masse des travailleurs, la partie la plus importante du prolétariat, est encore intéressée par les élections.

Les militants révolutionnaires ne doivent donc ni se désintéresser des élections, ni refuser systématiquement toute présentation de candidats, ni vouloir se présenter toujours et partout. Il s'agit d'apprécier l'opportunité des actions à entreprendre (présentation de candidats, boycott, etc.) en fonction des situations concrètes :

Analyse de :

- l'évolution du rapport des forces au niveau global;

— l'enquête concrète sur le niveau de la prise de conscience des travailleurs sur les élections ;

— ne laisser transparaître aucune illusion sur les résultats possibles des élections ;

— ne se présenter localement que si les militants révolutionnaires sont apparus sur le terrain des luttes concrètes et donc avoir la possibilité d'expliquer aux travailleurs le pourquoi de cette présentation ;

— relier systématiquement notre intervention sur le plan électoral avec la lutte concrète telle qu'elle se développe sur les fronts principaux de lutte ;

— sortir les moyens classiques de propagande (réunions, affichages), pour porter le débat là où sont les masses (entreprises, actions locales ponctuelles, etc.) ;

— envisager le problème des alliances éventuelles uniquement en fonction de l'attitude politique des éventuels alliés en la matière, du développement des luttes sur les fronts principaux et non en fonction de critères locaux ou électoraux ;

— le terrain municipal est un terrain où les militants du parti peuvent jouer un rôle : action culturelle, utilisation des fonctions d'élus municipaux comme moyen d'expression et de lutte, mise en cause de la stratégie réformiste du P.C.F. Ce rôle doit cependant être rigoureusement contrôlé par les instances du parti, vu les dangers d'intégration qui résultent de la pression sclérosante des structures et du milieu.

L'ETAT — OPPRESSION

L'Etat pendant 12 mois maintient sous son emprise idéologique la majorité des hommes de ce pays; coupé de tout (milieu social, informations), sans défense devant l'arbitraire de la hiérarchie militaire, les appelés ne disposent en fait d'aucun droit (liberté d'opinion, droit d'expression et d'association).

Après être passés au premier moule de l'école, ils sont « rectifiés » à l'armée.

Le but de l'Etat capitaliste est clair : en faire des travailleurs « neutres, disciplinés et soumis ».

La lutte pour la défense des droits élémentaires des appelés est un objectif prioritaire.

De plus l'Etat a le monopole de l'information. Il peut ainsi en permanence maintenir son oppression idéologique (O.R.T.F. et radios périphériques).

Cette oppression idéologique se caractérise par le maintien de l'obscurantisme : présentation incomplète ou falsifiée des faits, grande diffusion des moyens anticulturels (livres et films d'espionnage, théâtre de boulevard, etc.), censure vigilante de toute remise en cause du système au nom de l'ordre moral, récupération à son profit et en les déformant des idées progressistes (problèmes de la femme).

Face à cette oppression idéologique, un objectif est :

— le développement dans la masse d'une conception critique de la culture, le support matériel et intellectuel des militants révolutionnaires à toute initiative tendant à faire réfléchir de manière critique les masses.

L'ETAT — REPRESSION

Pour ceux qui sortent du rang, et qui le remettent en cause, l'Etat capitaliste possède un appareil judiciaire et policier : la répression physique devient la suite logique de l'oppression idéologique.

L'Etat, dans sa phase actuelle, est amené à restreindre de plus en plus les moyens d'expression légaux. Enfin, il est souvent conduit à violer sa

propre légalité. Cette situation doit être systématiquement exploitée par les révolutionnaires qui doivent se battre pour la défense et l'extension des libertés populaires : mise en place de comité du Secours Rouge partout où cela est nécessaire.

L'autodéfense de la classe ouvrière doit se préparer et s'organiser collectivement.

L'ETAT — POUVOIR ECONOMIQUE

Son rôle essentiel paraît être de faire payer par la collectivité les frais généraux de la production et de réserver les profits à quelques-uns.

L'Etat est le plus gros patron. Sa politique sociale oriente celle de tout le patronat (exemple les augmentations de masse salariale, la quatrième semaine de congé chez Renault...);

L'Etat contrôle environ 20 % de toute la masse des salaires : le salaire différé (Sécurité sociale, Allocations familiales, chômage, caisses complémentaires). Cela lui assure un volant anticrise.

L'Etat prélève une part très importante du produit national sous forme d'impôts (directs et indirects) :

Les salariés n'ont aucun moyen de frauder le fisc. Par contre, les grandes sociétés disposent de moyens légaux pour échapper à l'impôt direct.

L'impôt indirect frappe les consommateurs, sans tenir compte de leurs revenus en fonction de leurs besoins.

Le prélèvement fiscal se fait en fonction d'intérêts de classe.

La redistribution de ces sommes (les dépenses de l'Etat), ne rétablit pas l'équilibre rompu par la fiscalité. Les dépenses sociales sont réduites au strict minimum. Citons :

- les dépenses de prestige dans le domaine des armements ;
- les subventions faites en fonction d'un plan qui est concerté entre les grands intérêts privés et l'Etat qui est à leur service.

La présence de syndicalistes dans les commissions du Plan est sans influence sur les choix qui sont faits.

Pour laisser croire aux travailleurs qu'ils participent à la gestion, on leur donne un semblant de contrôle dans quelques commissions dites « paritaires ».

Le rôle de classe que joue l'Etat apparaît nettement si l'on examine les nationalisations.

En règle générale, l'Etat nationalise les entreprises d'intérêt public, soit parce qu'elles ne sont pas assez rentables à court terme (investissements importants), soit parce qu'elles sont déficitaires (S.N.C.F.). Dans les deux cas, il s'agit de faire supporter les frais à la collectivité.

Au fur et à mesure que certains secteurs deviennent rentables, l'Etat cherche à les passer au privé : hôpitaux, téléphone.

La mine : on parle de la fermeture des mines du bassin Centre et Midi ; cela représente une dénationalisation des Charbonnages de France. Cependant un secteur carbo-chimie avait fait, grâce à la nationalisation, des recherches dont les résultats sont rentables; cette branche va être transférée au secteur privé.

Ceci conduit entre autres à la détérioration des avantages que les travailleurs avaient acquis dans ces secteurs publics (statut du mineur).

Les travaux publics (ponts et chaussées) ; là encore, les services font les études ; les compagnies privées réalisent les travaux... et des profits. Avec ces profits, les sociétés privées, montent un parc de machines qui

leur permettent d'éliminer la concurrence des ponts et chaussées, lesquels se verront confier les travaux non rentables.

C'est là l'essentiel des restructurations du secteur public aujourd'hui. Il sert donc à socialiser les frais généraux de l'économie et à maintenir le taux de profit. Les tarifs préférentiels accentuent encore ce phénomène.

Pour les salariés et les usagers des services publics, les nationalisations ne changent rien de fondamental, car le pouvoir d'Etat en fait des éléments de l'équilibre économique et social du système. Dans le contexte du capitalisme, l'appropriation étatique ne peut être en fait une appropriation sociale. Il ne peut donc être question de considérer l'accumulation de nationalisations comme conduisant graduellement au socialisme. La revendication de nationalisations comme la revendication d'autres réformes, n'a de sens que si on les situe clairement dans une perspective de lutte pour le pouvoir, que si on en fait des objectifs préparant des affrontements majeurs avec l'Etat capitaliste, que si on recherche un bouleversement du rapport de forces entre les classes. Les nationalisations doivent être exigées sans indemnisation ni rachat. Il va de soi que la réalisation de telles nationalisations suppose un ébranlement décisif du pouvoir de la bourgeoisie et l'affirmation d'un pouvoir de fait de la classe ouvrière (Conseils, etc.).

*
* *

G - Les luttes internationales

L'action internationale de notre parti doit faire l'objet d'une critique et d'une réorientation profonde. Elle a souvent consisté en une simple prise de position sur les problèmes internationaux avec des campagnes plaquées sur les réalités quotidiennes, ajoutées de l'extérieur aux autres activités militantes.

Cette pratique est d'autant plus erronée que les luttes internationales sont parties intégrantes des luttes sociales et politiques dans les centres industriels et notamment en France, dans la mesure où le capitalisme cherche à exporter et à masquer ses contradictions grâce à l'exploitation impérialiste et aux productions d'armement.

C'est pourquoi les problèmes internationaux ne doivent pas être absents de notre programme d'action mais y être au contraire associés aux luttes quotidiennes des travailleurs en donnant la priorité aux questions sur lesquelles nous pouvons intervenir directement, par des actions sur place et notamment sur les lieux de travail, contre notre propre capitalisme.

Dans cette perspective, trois axes prioritaires s'imposent :

1° lutte contre l'exploitation impérialiste et en premier lieu contre l'impérialisme français ;

2° coordination des luttes en Europe à la fois dans les pays sous-développés à régime fasciste et dans les pays industrialisés, en particulier au sein du Marché Commun.

LA CONVERGENCE DES LUTTES

L'interconnexion des économies capitalistes dans le monde, au stade de l'impérialisme, rend étroitement solidaires — au sens objectif et non plus seulement affectif — les luttes politiques et sociales dans toutes les régions du monde. Cette interdépendance est plus particulièrement importante pour nous dans deux secteurs prioritaires : les relations entre les pays impérialistes et le tiers-monde, à l'intérieur du système néo-colonial, les relations entre les pays capitalistes occidentaux, à l'intérieur du système atlantique et du Marché commun européen.

L'exploitation des anciennes colonies par les puissances impérialistes sous les formes dissimulées du néo-colonialisme est un élément essentiel de leur prospérité apparente (pillage des matières premières, détérioration des termes de l'échange, etc.). Elle est aussi un élément important de la lutte des classes, la surexploitation de la main-d'œuvre des pays pauvres (sur place ou par le biais de l'immigration) permettant au patronat occidental de relâcher la tension sur le marché du travail et de différer certains investissements.

LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

C'est pourquoi nous devons nous efforcer de développer une campagne d'explication politique sur l'impérialisme, à partir des réalités économiques vécues. Cette action devra donc porter non seulement sur la dénonciation

de l'impérialisme américain, mais aussi de l'impérialisme français : recherche des cas concrets de liaison entre firmes en France et exploitation néo-coloniale (exemple le fer de Mauritanie et la sidérurgie de Dunkerque) ; action commune en France avec les travailleurs immigrés ; actions contre les fournitures d'armes françaises aux gouvernements colonialistes (livraisons de matériel français au Portugal et à l'Afrique du Sud).

L'action des travailleurs doit se développer dans les entreprises. Des formes d'action sont à trouver pour marquer l'hostilité des travailleurs dans les usines d'armement qui alimentent les pays colonialistes et fascistes.

Pour nécessaires que soient les actions de dénonciation du néo-colonialisme français, nous ne devons pas perdre de vue que la France maintient encore sous son joug colonialiste direct des contrées isolées et lointaines (départements et territoires d'outre-mer)

L'exploitation systématique de ces pays est de même nature que celle que subissait l'ancien empire colonial français. Il se traduit notamment par une mainmise totale de l'économie dominante sur les économies de ces pays : maintien d'un mode de production exclusivement agricole fondé sur la monoculture, absence délibérément voulue de tout secteur industriel, contrôle total des échanges au seul profit de la métropole, prolifération d'un secteur administratif, chômage consciemment provoqué, politique d'émigration systématique comparable à la traite, étouffement des luttes populaires par une répression militaire, policière, administrative, culturelle, sans commune mesure avec celle que subissent les classes laborieuses françaises. En conséquence, nous devons avoir conscience que la lutte de libération de ces pays nécessite un soutien actif par les mouvements révolutionnaires français.

Dans cette perspective, il est urgent et prioritaire de liquider définitivement l'impérialisme résiduel français en prolongeant les luttes de libération en France même, par une campagne de sensibilisation sur les thèmes suivants :

- dénonciation du mécanisme d'exploitation économique ;
- dénonciation de la répression (emprisonnement des patriotes, inexistance des libertés publiques les plus élémentaires, muselage de la presse écrite et parlée, interdiction fréquente de l'emploi des langues locales dans les écoles, politique d'assimilation forcenée visant à étouffer la conscience nationale des populations) ;
- soutien de la lutte des mouvements révolutionnaires locaux.

L'actualité pourra imposer des thèmes généraux mobilisateurs (Vietnam, Palestine, Tchad) qui donneront lieu à des campagnes particulières de solidarité matérielle et politique (explication, meeting, manifestation) de caractère résolument anti-impérialiste. C'est le cas, par exemple, lorsque le Président de la République Française au cours de ses visites aux pays néo-colonialisés d'Afrique, s'apprête à aller saluer les responsables des assassinats au Cameroun.

Cette lutte contre l'impérialisme implique la liaison avec les forces révolutionnaires dans les pays en lutte ouverte contre l'impérialisme et avec les mouvements révolutionnaires dans les pays dominés.

Il faut notamment développer par tous les moyens le soutien populaire aux peuples indochinois et palestiniens.

Les luttes en Europe

a) La dénonciation des régimes fascistes en Europe est d'une importance particulière. Sous réserve de l'accord des organisations socialistes et révolutionnaires d'Espagne, du Portugal et de Grèce, le parti doit mettre à profit le mouvement hostile d'une large partie de l'opinion publique à l'égard des régimes fascistes de ces pays, pour entreprendre la dissuasion du tourisme en Espagne, au Portugal, en Grèce. Cette action sera d'autant plus efficace que nous pourrons engager à nos côtés d'autres organisations.

Cette offensive doit commencer dès février et donner lieu à différentes actions (information politique dans les entreprises, manifestations de protestation auprès des agences de voyage et clubs de vacances qui maintiendraient leurs activités en Espagne, Portugal et Grèce, et cet été, affichage et distribution de tracts à la frontière espagnole, etc.).

b) La coordination des luttes à l'échelle européenne

C'est cependant la coordination des luttes à l'échelle européenne qui doit être aujourd'hui considérée comme prioritaire en raison notamment de l'interdépendance étroite des économies européennes et du développement international des entreprises qui aboutit à une interdépendance des luttes elles-mêmes.

Même si l'on admet le passage au socialisme au niveau du maillon le plus faible (France ? Italie ? Espagne ?) plutôt qu'à l'échelle européenne tout entière — ce qui reste l'hypothèse la plus vraisemblable — toute expérience dans ce sens ne sera couronnée de succès que si elle s'étend et bénéficie aussitôt de la solidarité active du prolétariat dans les autres pays d'Europe.

Il faut pour cela passer dès maintenant à l'organisation des luttes sans considération de frontière, principalement par la coordination des luttes des travailleurs dans les trusts multinationaux.

Il faut notamment tirer les leçons des expériences, succès ou échecs de l'an dernier (Air Liquide, Pirelli-Michelin par exemple).

Sur le plan mondial, on assiste à un affaiblissement général de l'impérialisme : luttes de libération nationale (à dominante bourgeoise ou prolétarienne), montée des luttes ouvrières dans les métropoles impérialistes, aggravation des rivalités inter-impérialistes (Etats-Unis-France-Allemagne). La stratégie du mouvement révolutionnaire international doit donc s'exprimer en termes de complémentarité des luttes anti-capitalistes, dans les pays capitalistes avancés et des luttes de libération dans le tiers-monde.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LE COMBAT ANTI-IMPERIALISTE

Volant de manœuvres nécessaire et indispensable aux capitalistes français, ils constituent en fait une fraction du prolétariat international et sont partie prenante dans la lutte de classe en France.

La place des travailleurs immigrés dans la production est de plus en plus importante. C'est une tendance de l'évolution des pays capitalistes occidentaux.

Le capitalisme divise le prolétariat : d'une part les travailleurs immigrés, et les travailleurs français ; d'autre part les travailleurs immigrés entre eux, du fait notamment des différents rapports sociaux selon les nationalités et de l'incompréhension entre travailleurs de différentes langues.

Pour réaliser cette division, le pouvoir capitaliste s'appuie sur des contradictions économiques réelles et utilise en les aggravant les tendances au racisme et à la xénophobie.

La lutte contre cette division est un objectif prioritaire. L'unité de la classe ouvrière en France sera renforcée par l'organisation autonome des travailleurs immigrés de chaque nationalité, en fonction des données de luttes dans leur pays et en France.

La première tâche consiste donc à favoriser et à renforcer l'organisation autonome des travailleurs immigrés qui déclenchera des luttes offensives sur leurs propres problèmes.

Il faut faciliter la liaison des luttes anti-impérialistes qui concernent les pays d'origine des travailleurs immigrés avec les luttes concrètes qu'ils

mènent en France, et favoriser le rapprochement et la coordination des luttes des différentes catégories de l'immigration.

Les luttes menées en commun par les travailleurs français et immigrés faciliteront la convergence des deux fractions, française et non française, du même prolétariat dans un même mouvement révolutionnaire à vocation internationale.

Un tel programme répond aux besoins de la lutte quotidienne dans les domaines où notre action peut être immédiatement efficace. Il ne peut cependant revêtir sa pleine signification que dans le cadre d'une stratégie générale des forces révolutionnaires dans le monde.

Nous nous sommes limités aux problèmes posés par l'impérialisme dominant américain et par les impérialismes secondaires qui y sont directement liés, en particulier le néo-colonialisme et le colonialisme français, ainsi qu'aux luttes concrètes que les révolutionnaires doivent impulser.

Nous n'avons pas abordé le rôle objectif joué par l'URSS et ses alliés car cela nécessitait une analyse approfondie des régimes politiques, économiques et sociaux en question, des modes de production dominant, des rapports de production qui y existent, des contradictions nouvelles qui s'y développent de plus en plus (Tchécoslovaquie, Pologne, procès de Lénin-grad, etc.), ainsi que de leur rôle effectif (politique, économique et social) dans le reste du monde.

Nous n'avons pas abordé non plus le rôle de la Chine Populaire, de sa place dans le mouvement révolutionnaire mondial et de la signification de son expérience pour les autres peuples en lutte. Ces problèmes n'ont pas fait l'objet d'une élaboration suffisante dans le parti jusqu'à présent.

C'est pourquoi le Conseil National mandate la commission internationale pour fournir très rapidement aux militants les premières bases d'une discussion approfondie en la matière, permettant une perception globale des antagonismes de classe à l'échelle internationale.

Il demande que le Conseil National suivant immédiatement le prochain congrès soit consacré en priorité aux positions de notre parti sur le rapport des forces et la stratégie dans la lutte mondiale pour l'indépendance des peuples et le socialisme.

*
* *

H. - L'Ecole

Que représente l'école pour les travailleurs ?

Les travailleurs ressentent généralement l'école comme :

- un milieu étranger avec lequel ils n'ont que peu de contacts ;
- un ensemble d'établissements différents, étant tous censés apprendre, mais de qualité différente : CET, CES, Lycées, Facultés, Grandes Ecoles ;
- une voie de passage nécessaire à la position sociale future de leurs enfants : selon les établissements que leurs enfants fréquenteront, leur avenir professionnel — donc leur vie — en dépend; selon le type d'enseignement reçu (classique, ou technique), leur position dans la hiérarchie sociale est déterminée.

D'une manière générale, les travailleurs ressentent l'école comme l'endroit où le meilleur gagne, c'est-à-dire comme politiquement neutre.

L'ECOLE : SA SIGNIFICATION POLITIQUE

L'école républicaine n'a jamais été neutre. Elle a toujours visé à perpétuer la domination de la bourgeoisie. Entre ses mains, l'enseignement ne peut être qu'un outil de répression que caractérisent :

la sélection : elle traduit un double souci : opérer une ségrégation dès l'enfance et satisfaire aux besoins immédiats des entreprises ;

la mise en condition : il s'agit de forger à tous les niveaux les moules nécessaires à la production; contrainte, passivité sont les règles absolues que l'on retrouve à l'école, dans les centres de formation professionnelle, à l'armée ;

le contenu même de l'enseignement. Rien sur l'histoire du mouvement ouvrier et une présentation des faits plus que tendancieux. L'enseignement est reçu comme une somme de lois immuables.

CE QUE NOUS CONSTATONS

la ségrégation dans l'enseignement qui se traduit par l'impossibilité pour les familles ouvrières de pallier l'inorganisation et les manques de moyens comme peuvent le faire les milieux plus aisés (cours particuliers, envoi des enfants dans des établissements privés ou plus éloignés) ;

les enfants du milieu rural ne vont généralement pas en classe avant 5 ou 6 ans (manque d'instituteurs et de locaux), ce qui les pénalise par rapport aux milieux urbains. De plus, il y a fréquemment plusieurs cours dans la même classe, ce qui accroît encore les inégalités ;

la connaissance n'appartient généralement qu'aux riches (importance du milieu familial) ;

les responsabilités dans l'industrie ne sont généralement confiées qu'à ceux qui ont pu obtenir des diplômes ;

la gratuité de l'enseignement est un leurre quand on sait ce que coûte une rentrée et par conséquent les familles ouvrières sont pénalisées ;

manque de formation et d'information des travailleurs par rapport aux problèmes de l'enseignement ;

manque de débouchés pour les jeunes sortant des écoles.

L'école perpétue les inégalités sociales liées au milieu d'origine, comme le montrent la ségrégation entre CES et Lycées et l'impasse que constituent les classes de transition et les classes dites « pratiques ».

En conclusion :

L'école assure deux fonctions essentielles :

fabrication de la force de travail qualifiée nécessaire à un instant donné, aux besoins du mode de production capitaliste ;

maintenir la domination idéologique de la bourgeoisie, fonction inséparable de la première : l'école crée et entretient la soumission à une forme de domination.

PERSPECTIVES DE LUTTES

Les problèmes de l'école et de la culture sont d'une importance capitale pour l'édification du socialisme dans notre pays. Par toutes sortes de moyens savamment dosés, à tous les niveaux, l'enseignement actuel oriente les consciences vers le capitalisme. Il s'agit d'un enseignement bourgeois traditionnel.

C'est ainsi que nous proposons :

Des actions concrètes de base sur l'enseignement technique :

Distribution de tracts à la porte des CET., expliquant aux élèves ce qui les attend à la fin de leurs études, tracts rédigés par des militants d'entreprises du type de celles qui emploieront ces élèves : grilles de salaires, conditions de travail, pourcentage de chômeurs, etc.) ;

ensuite (et ensuite seulement) textes et actions tendant à démontrer que l'orientation de l'enseignement découle du choix du capitalisme ;

— proposer aux enseignants révolutionnaires de faire venir des professionnels pour parler aux élèves de leur métier.

Ce type d'actions aura un impact sur :

les parents d'élèves ;

les élèves qui seront rapidement dans la vie active, et qui devraient donc être de futurs militants révolutionnaires.

Lutte contre la pénétration des patrons dans l'Ecole, sous prétexte d'enseignement.

En accord avec les enseignants, ouverture de leurs cours à des personnes extérieures à l'école, et qui ne sont pas des représentants de la classe dirigeante :

— des ouvriers ou des paysans à l'école primaire ;

— des syndicalistes en cours d'instruction civique ;

— des militants en cours d'histoire.

Bien entendu, de telles actions sur l'enseignement technique ou la formation permanente ne sont pas les seules qui doivent être menées. Dans tous les secteurs de l'enseignement, il convient de prendre l'offensive contre la politique scolaire de la bourgeoisie.

La discrimination entre jeunes travailleurs et étudiants (cités, restaurants) doit être combattue.

Le P.S.U. dénonce toute la politique actuelle de la participation (en particulier par les conseils d'administration) et se donne pour objectif de favo-

riser la jonction à la base des luttes sur les problèmes de l'école entre enseignants et travailleurs, en particulier à travers les organisations de masse (syndicats ouvriers, associations de parents d'élèves, etc.).

La démystification de la démocratisation de l'enseignement qui, en fait, est en train d'intégrer l'élite paysanne et ouvrière à la classe bourgeoise, nous semble assez prioritaire. Nous voulons défendre la culture qui s'est forgée à travers les luttes ouvrières et paysannes.

En tout état de cause, il sera nécessaire pendant un temps d'accepter des objectifs limités pour permettre une prise de conscience simultanée et progressive des travailleurs par rapport aux problèmes de l'enseignement et de sa fonction idéologique, l'objectif final étant la destruction de l'université en tant qu'élément de l'appareil d'Etat bourgeois.

Dans ces objectifs, **la lutte menée dans ce domaine de l'école maternelle** et plus largement dans tout ce qui touche la petite enfance revêt une grande importance politique.

Déjà un premier recul du gouvernement a été obtenu grâce aux luttes menées contre la politique qu'il entendait appliquer et qui conduisait à rabaisser l'Ecole Maternelle au rang de garderies.

Nous estimons d'après l'acquit que cette lutte peut à court terme prendre un caractère de masse ; elle doit donc être amplifiée par une prise en charge accrue par l'ensemble des militants. En effet elle concerne un secteur clé de l'Ecole. Elle doit aboutir à une remise en cause du système scolaire dans son ensemble.

De même la lutte contre la division de l'école est un objectif actuel de notre combat.

Le renouvellement de la loi Debré qui va pérenniser les contrats simples pour l'enseignement libre s'inscrit dans la politique générale du pouvoir pour permettre le système de formation aux intérêts du capitalisme avancé. C'est pourquoi le P.S.U. engagera la lutte contre les atteintes à l'enseignement public, qu'elles proviennent de la loi Debré-Pompidou ou des accords du 9 juillet sur la formation professionnelle. Le P.S.U. regrette que le C.N.A.L. ait inscrit sa lutte dans un cadre politique dépassé qui ne tient aucun compte du mouvement de Mai 68. Il développera les actions unies des enseignants, des élèves, des parents et des travailleurs ouvriers et paysans.

— contre la soumission de l'enseignement aux lois de la concurrence sous le contrôle des intérêts capitalistes ;

— pour la nationalisation de toutes les formes d'enseignement privé.

— pour une action laïque qui vise à mettre l'école au service des travailleurs, et s'inscrit en faux contre une soi-disant neutralité de l'Ecole qui sert à masquer le rôle essentiel de l'enseignement dans la diffusion des valeurs bourgeoises et la reproduction des rapports sociaux.

L'université, par son recrutement, son enseignement, est bourgeoise. Elle perpétue la défense du « droit capitaliste ». Elle fournit en grand nombre, aux capitalistes, les hommes dont ils ont besoin aux postes clés pour perpétuer leur hégémonie.

Le système des Grandes Ecoles perpétue au niveau des entreprises et de l'Etat la division sociale ; il est la racine de la division hiérarchique ; comme tel il doit être combattu par les militants révolutionnaires.

I. - La Culture

L'acculturation passive pratiquée en France à une échelle de plus en plus énorme est particulièrement asphyxiante. Nous nous devons de refuser des principes culturels inspirés par le pouvoir.

Ce n'est pas un mystère que la culture officielle s'insinue désormais partout et qu'elle représente pour l'essentiel une arme idéologique déterminante pour la classe bourgeoise.

Nombre de réalisations de la bourgeoisie sont destinées ainsi à développer l'esprit de soumission et à dégoûter toute velléité critique chez l'auditeur, le lecteur ou le spectateur et à borner strictement son horizon de connaissances aux frontières de l'hexagone national.

On connaît les grandes capacités de récupération pour son propre compte dont dispose la classe capitaliste gérante. Exemple : une présentation adéquate pour un livre et voilà l'œuvre en partie récupérée et utilisable pour cautionner ou justifier tel ou tel acte politique des tenants du système.

Si une frange d'intellectuels et d'artistes développe une perspective culturelle nettement contestataire et se démarque radicalement, la classe ouvrière n'y est guère concernée, sinon encore une fois comme spectatrice.

Le sens critique que nous appelons chez les travailleurs, s'il est nécessaire pour réagir contre la culture officielle, arme remarquable de la classe au pouvoir, l'est également en raison d'une politique de culture restrictive qui consiste à filtrer arbitrairement des livres non orthodoxes dans la bibliothèque de Comités d'entreprise et des municipalités ouvrières. En fait, les militants culturels ou responsables de comités d'entreprise se contentent de dispenser des œuvres progressistes ou engagées souvent très conformistes et empreintes de schématisme et d'ouvriérisme désuets.

En sélectionnant ainsi à priori les lectures des travailleurs, les « responsables » font preuve d'un manque manifeste de confiance envers ceux-ci. En refusant le droit de résister, de se déconditionner, d'avoir des échanges entre eux et avec d'autres milieux intellectuels, artistes ou étudiants, en n'offrant strictement qu'une consommation de connaissances pure et simple, ils se rendent complices de cette grande entreprise de modelage des cerveaux qui s'accroît toujours davantage avec le développement des grands moyens de diffusion et d'information. C'est pourtant bien au contraire en ouvrant les portes des bibliothèques à la gestion des travailleurs que leur sens artistique s'aiguïsera.

La libération sur le front culturel a des retombées sur la libération sociale : on prend plus nettement conscience de l'oppression capitaliste.

Par ailleurs, l'action de certains comités d'entreprise qui consiste en une initiation à la culture et aux loisirs capitalistes (on met le théâtre de boulevard à la portée des ouvriers) peut être nocive : elle est un élément de « stabilisation » capitaliste.

Enfin, le comportement de nombreux jeunes travailleurs, même s'il est anarchique, dispersé, inconscient et souvent exploité à des fins commerciales, est l'indice d'un besoin d'une autre idéologie. Il s'agit donc de trouver de nouvelles formes de luttes culturelles aptes à appréhender ces

besoins et à leur fournir une caisse de résonance pour en faire un instrument efficace de lutte contre l'idéologie bourgeoise dans le cadre de la lutte des classes.

Grâce aux structures qu'ils se sont créées ou qu'ils ont laissé s'implanter dans les CE, les travailleurs doivent se donner les moyens et les droits d'accepter, de rejeter ou de condamner, s'ils l'estiment nécessaire, les éléments de « culture » officielle. La bataille culturelle pour une nouvelle conception de l'homme, de la vie, de l'éducation, du travail, de la civilisation doit concerner le plus grand nombre; elle ne doit être l'objet d'aucune intervention, d'aucun tabou car elle est à la base et elle est la condition de la réussite socialiste.

ANTI-CULTURE

On peut appeler anti-culture tout ce qui entrave l'esprit de recherche et de création, l'esprit critique, le développement de la personnalité, tout ce qui contribue à maintenir des êtres humains dans l'ignorance, la passivité, l'infantilisme, de leur naissance à leur mort : le principe d'autorité dans la famille, à l'école et dans la société qui consiste à admettre que les parents, l'instituteur, les spécialistes ont raison par définition; les censures officielles ou officieuses, le mensonge organisé, le même moule à sens unique.

ACTION CONTRE L'ANTI-CULTURE

L'anti-culture est donc aussi bien le fait des appareils et institutions qui ont la prétention de représenter la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière que celui de l'Etat et du patronat.

La lutte est la même car l'un et l'autre cas aboutissent au même phénomène aliénant, mais des différences tactiques se doivent d'être adoptées suivant que l'on vise par exemple des appareils ou la politique de déqualification du pouvoir.

Il est certain que ce n'est pas la polémique qui démontrera la duplicité des appareils mais bien l'expérience que les travailleurs pourront en faire.

Les militants doivent donc s'efforcer de créer dans les milieux favorables une auto-formation animée par un esprit anti-autoritaire, permettant la liberté d'expression, la multiplicité des échanges et, autant que possible, une pratique très variée d'activités (surtout possible dans un groupe autonome jeune et surtout sur lequel les appareils n'auront aucune prise).

L'essentiel étant de créer des groupes d'échange de préférence non marqués par une étiquette ou un signe quelconque, on arrive au bout d'un moment à ce que chacun puisse parler; qu'il s'habitue à confronter son point de vue avec d'autres et à mettre à jour ses désirs profonds.

Ce peut être un groupe de jeunes, ce peut être une commission des lecteurs gérant une bibliothèque ou un groupe artistique que l'on engage.

Les militants qui ont rédigé ce texte ont tout à tour agi sur plusieurs thèmes tels que :

- commissions culturelles multiples sous l'égide des CE.;
- développement d'une campagne d'information sur le contrôle des naissances et avortement libre à un moment où ces sujets sont encore tabous ;
- alphabétisation des immigrés...

Nous pensons qu'il est tout à fait possible de développer un « contraire » à la civilisation bourgeoise dans des organisations culturelles qui puissent conserver un maximum d'autonomie par rapport au système.

Il ne peut être question de s'enfermer, poussé par une sorte de purisme révolutionnaire, dans des sphères étroites et de ressasser des abstractions politiques ou esthétiques, mais d'élargir la transformation culturelle à

toutes sortes d'activités de loisirs et de détente par le moyen de disciplines les plus variées.

Ce dont il doit être question, c'est de former une nouvelle forme de rapports humains en rupture définitive avec la culture monopolisée actuelle.

Malgré les montagnes d'obstacles que nous oppose une société basée sur le vol et la corruption, des expériences menées là ou ailleurs peuvent avoir valeur d'exemple et être répercutées.

Compte tenu du désir qui, désormais, se généralise, d'une prise directe des masses sur leur vie quotidienne et leur devenir, il devient maintenant plus facile d'animer des groupes antibureaucratiques sur des thèmes culturels.

Les contradictions de la société que nous vivons s'exacerbent, et il ne manque pas de problèmes et d'injustices qui soient sensibles à une partie ou à une autre de la population :

que ce soit le conditionnement et la robotisation des individus; que ce soit le racisme, que ce soit la lutte contre la pollution, pour l'égalité des sexes, la libre décision des naissances, l'avortement libre, la solidarité internationale.

Remarquons que les organisations ouvrières, tout autant que les hérauts du capital, prêchent le travail « bonheur » - exemple : Travail et Culture - Tourisme et Travail - C.G. Travail - C.F.D. travail...

Il est d'autres domaines de la lutte culturelle où une organisation révolutionnaire ne doit pas hésiter à oeuvrer même si l'on est obligé un moment de prendre les travailleurs à « rebrousse-poil ». C'est par exemple la lutte contre l'état de citoyen-consommateur.

La société, c'est évident, fascine et infantilise les êtres en les précipitant dans le cycle infernal : désir d'acquérir-acquisition-désir d'acquérir.

En tant que militants nous nous devons par tous les moyens d'aider le développement de l'esprit critique, d'aider les individus à résister au laminage et à la standardisation créés par les moyens de diffusion et d'information.

Nous savons que les contradictions que nous vivons telles que :

Travail = Création,

Contrainte = Joie,

Aliénation = Libération

ne peuvent être résolues que dans une tout autre société et que le socialisme pourra nous aider à y parvenir. Mais déjà une partie de la jeunesse soulève ces thèmes à juste raison, et nous avons, en tant que parti, la responsabilité de préciser nos perspectives et les moyens d'y parvenir.

D'une façon générale, il ne peut être question pour nous de subordonner la lutte pour le renversement des structures à une « révolution culturelle » préalable. Mais cette lutte nécessaire pour la transformation de l'homme fait partie intégrante de la lutte que nous menons pour la conquête du pouvoir par les masses.

Si la politique c'est la science de la vie, la culture est un élément indispensable à cette science.

La révolution sera qualitativement fonction des hommes qui la feront.

Ce programme a été élaboré par 14 Assemblées Régionales regroupant des militants ouvriers et paysans, membres ou non du P.S.U., issus des luttes menées dans les usines et dans les villages.

Il a été ensuite rediscuté et amendé au Conseil National du P.S.U. des 22, 23 et 24 janvier 1971.

C'est donc les idées issues du combat des masses qui ont été ici concentrées et qui sont soumises à l'ensemble des travailleurs.